

L'Allemagne de l'Est en révolte

Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne!



Le 4 novembre, à Berlin-Est, plus de 500 000 manifestants contre la bureaucratie stalinienne.

Spartakist

Les soviets ouvriers doivent gouverner

Le 18 octobre, après plusieurs semaines de manifestations antigouvernementales, Honecker démissionnait de son poste de chef du parti et de l'Etat de la RDA. Le 4 novembre, bien plus d'un demi-million de personnes participaient, à Berlin-Est, à la plus importante manifestation de l'histoire de la RDA. Trois jours plus tard, les 44 ministres du gouvernement est-allemand démissionnaient en bloc. Le 9 novembre, le successeur d'Honecker, Egon Krenz autorisait les citoyens est-allemands à traverser librement la frontière avec l'Ouest. Et ce week-end, près de deux millions d'Est-Allemands ont traversé le Mur de Berlin pour, dans leur écrasante majorité, rentrer ensuite chez eux.

A l'Ouest, la presse bourgeoise s'est acharnée à présenter les événements est-allemands comme un nouvel épisode de la « mort du communisme ». Ce qui est au contraire remarquable dans les manifestations de masse de ces dernières semaines, c'est qu'il s'y tient un discours « socialiste ». Il y a en RDA une légitime fierté, partagée bien au-

delà du parti au pouvoir, par rapport aux réalisations de ce pays pauvre en ressources naturelles qui s'est relevé des ruines de la Deuxième Guerre mondiale pour devenir la dixième puissance industrielle mondiale. Beaucoup considèrent à juste titre que le plein emploi, les logements à bon marché, l'éducation et les soins médicaux gratuits sont des droits fondamentaux qui ont été conquis, et veulent vivre dans une société socialiste véritable, débarrassée des privilèges bureaucratiques.

Nous reproduisons ci-dessous le supplément spécial, diffusé aux travailleurs est-allemands à Berlin, de *Spartakist*, le journal de nos camarades de la Trotskistische Liga Deutschlands, section allemande de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Dans le monde entier, les travailleurs qui veulent la renaissance d'un communisme authentique ont les yeux fixés sur les événements d'Allemagne de l'Est. « La Russie a été l'étincelle - l'Allemagne sera la flamme », proclamait une banderole lors de la gigantesque manifestation du 4 novembre à Berlin-Est, reprenant ainsi un mot d'ordre du KPD, [le Parti communiste allemand] des années 20. La marche des événements en RDA pose à brûle-pourpoint la question de la révolution politique prolétarienne, autrement dit de

chasser la bureaucratie stalinienne et construire à la place une véritable démocratie des soviets basée sur la propriété collectivisée, comme celle établie par la révolution d'Octobre. Cette révolution politique, à son tour, pourra être l'étincelle d'une révolution socialiste dans l'Occident capitaliste.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, les Berlinoises de l'Est ont traversé en masse la frontière pour se rendre à Berlin-Ouest. Kohl a tenté de prendre la parole à Berlin-Ouest devant un « rassemblement de la victoire », mais sa voix a été couverte par des huées et des sifflets. Quand il essaya d'entonner l'hymne *Deutschland, Deutschland über alles*, il était seul à chanter. Et une tentative des nazis pour marcher sur la Porte de Brandebourg, menée par Schönhuber, le *Führer des Republikaner*, fut repoussée par la foule aux cris de « Les nazis dehors ! » Les travailleurs est-allemands se réjouissent de voir tomber le Mur, mais ils ne veulent pas d'une réunification capitaliste revanchiste.

Le 4 novembre, un spectre a hanté la bureaucratie, celui du soulèvement des ouvriers est-allemands du 17 juin 1953, le premier soulèvement contre le régime bureaucratique stalinien en Europe de l'Est. Les revanchistes ouest-allemands ont essayé d'usurper le 17 juin, mais il appartient à la classe ouvrière allemande. Ce jour-là, les ou-

vriers est-allemands avaient appelé leurs frères de classe de l'Ouest à se soulever contre leurs maîtres capitalistes. A la gare de Halle, les ouvriers accueillirent un train venant de l'Ouest avec une banderole qui proclamait : « Nous nettoions la maison à Pankow [Berlin-Est], ramassez votre crotte à Bonn. » [Le dirigeant stalinien est-allemand] Ulbricht ne dut son salut qu'aux chars soviétiques. Cette fois, le fait que l'Armée rouge soit restée dans ses casernes est une bonne chose. De toute façon, ce qui était nécessaire en 1953 - la fraternisation avec l'Armée rouge -, le reste aujourd'hui. Au moment où les mineurs de Sibirie et de Silésie font grève contre les ravages des « réformes du marché », les ouvriers est-allemands peuvent faire cause commune avec leurs frères de classe et jouer le rôle de tremplin pour la révolution politique prolétarienne dans toute l'Europe de l'Est et en Union soviétique.

L'Armée rouge avait écrasé le régime nazi et établi un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé à l'est de l'Elbe. Mais la résurgence du nationalisme allemand et de la terreur fasciste ne s'est pas limitée à l'Allemagne de l'Ouest, l'Etat héritier du Troisième Reich. En RFA, les premières victimes de la terreur fasciste sont les travailleurs immigrés. Maintenant, des attaques similaires ont lieu en Allemagne de l'Est, par exemple contre des ouvriers vietnamiens. L'hostilité à l'encontre des travailleurs immigrés, comme par exemple les Polonais, s'est exprimée même dans les manifestations de masse, ainsi à Dresden. A l'opposé, une banderole de la manifestation du 4 novembre proclamait : « Pour les idéaux communistes ! Non aux privilèges ! » Cela veut dire les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés, à l'Est comme à l'Ouest !

Aujourd'hui, une fraction des forces de sécurité est-allemandes, en prenant sous son aile une nouvelle génération de terroristes fascistes et de racaille skinhead (dont la bureaucratie a fait tout son possible pour nier l'existence), affiche son soutien à la restauration capitaliste revanchiste, dont le cri de ralliement est le nationalisme allemand. Sur la banderole d'un cortège antifasciste à la manifestation du 4 novembre, on pouvait lire : « Weimar : 160 skinheads nazis ont organisé une chasse à l'homme. » Même les abords de cette manifestation de masse étaient infestés de fascistes, de l'Ouest et de l'Est. De même que les travailleurs soviétiques doivent écraser [les fascistes de] Pamiat, les travailleurs et les minorités ethniques, en Allemagne de l'Est et en Allemagne de l'Ouest, ont intérêt à s'organiser pour écraser cette vermine dès maintenant !

Le 10 novembre, 50 000 militants du SED [le Parti communiste est-allemand], manifestaient à Berlin-Est pour exiger : « Ne bradez pas la RDA », « De vrais plans » et « Retour à Lénine ». Staline a discrédité la planification centralisée. L'économie est-allemande est la plus prospère de l'Europe de l'Est. Les ouvriers peuvent scander « Gorby, Gorby, aidez-nous », mais pour l'essentiel ils rejettent la perestroïka et le « socialisme de marché » de Gorbatchev qui ont produit une aggravation des difficultés matérielles et des conflits nationaux, depuis les Balkans jusqu'au Caucase et à la Baltique. Les ouvriers est-allemands ne sont pas prêts à abandonner les acquis sociaux qu'ils ont conquis. Les tentatives de créer un

Suite page 11

M 2651 - 97 - 5,00 F



Provocations du Front national sur un marché parisien

On ne discute pas avec les fascistes !

Depuis plusieurs semaines, la racaille fasciste du Front national (FN) essaie de s'implanter sur le marché de la place de la Réunion, marché populaire fréquenté par de nombreux immigrés dans le XX^e arrondissement de Paris. Le 21 septembre dernier, *Rouge* révélait comment, le dimanche 17 septembre, une bande de ces nervis, vomissant leur programme de terreur anti-ouvrière, anti-immigrés et antisémite, a débarqué à l'endroit même où les organisations ouvrières vendent habituellement leur presse. Aux cris de « Sales Juifs », « La mère Veil, 90 kilos bien pesés, bien nourrie à Auschwitz ! » et « Halte à l'invasion de la France par le tiers-monde », ils ont harcelé et agressé physiquement militants de gauche et habitants du quartier. Finalement, au bout d'une heure et demie, ces fascistes devaient battre en retraite face à plusieurs dizaines de passants mobilisés aux côtés des militants de la LCR et du PCF aux cris de : « Les nazis dehors ».

L'article de *Rouge* qui relatait ces événements donnait rendez-vous sur place, le dimanche suivant, pour empêcher le Front national de s'implanter sur le marché de la Réunion, en ajoutant que « des contacts sont d'ores et déjà pris entre les organisations ouvrières et démocratiques de l'arrondissement ».

Répondant à ce qui était de fait un appel à un front unique contre les agressions fascistes, la Ligue trotskyste avait envoyé sur les lieux, dimanche 24 septembre, une équipe de vendeurs du *Bolchévik*, qui se retrouvèrent au coude à coude avec une quarantaine de militants de la LCR et de SOS-Racisme et des équipes de vendeurs du PCF et de LO. Autour, une bonne dizaine de fas-



La LTF dans la manifestation anti-Le Pen du 27 janvier 1988 appelée par le PCF.

affrontement violent, ont dû céder du terrain face à un bloc militaire soudé des organisations ouvrières et démocratiques. Finalement, les flics, que les militants de SOS-Racisme avaient quelques instants auparavant implorés d'intervenir, se sont interposés et ont tiré les fascistes d'un mauvais pas en protégeant leur départ du champ de bataille.

Avant de quitter les lieux sous la protection des flics, ces nervis juraient qu'ils reviendraient - et deux jours plus tard, arrivait au local parisien de la LCR une lettre « anonyme », sur papier

nots, d'employés de la RATP, de la COMATEC ou des PTT auraient aisément convaincu la poignée de fascistes qui se sont mis en tête de venir semer la haine raciste et anti-ouvrière sur le marché de la Réunion que celui-ci doit rester un endroit où les travailleurs et les gens décents de toutes origines peuvent faire leurs courses en paix. Parmi les organisations ouvrières confrontées aux sbires de Le Pen, la LCR et LO (sans parler évidemment du PCF) disposent à n'en pas douter de suffisamment d'influence dans la classe ouvrière de la région parisienne pour jouer le rôle d'initiateur de cette nécessaire mobilisation ouvrière, à une échelle somme toute très modeste. S'ils ne l'ont pas fait, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas voulu le faire.

LO, qui se gargarise à tous propos de l'implantation de ses militants « dans les boîtes », est tellement hostile à l'idée même de mobilisations ouvrières/immigrées pour mettre en échec agressions et provocations fascistes qu'elle affirme obstinément, la tête fermement plantée dans le sable, qu'il n'y a pas aujourd'hui dans ce pays de menace fasciste, et que d'ailleurs le FN n'est même pas un parti fasciste ! Pour la LCR, de telles mobilisations ouvrières, quand bien même il ne s'agit que de réunir les forces nécessaires à disperser quelques nazillons, relèvent de l'« utopie » la plus folle. Pour ces soi-disant « réalistes », il ne saurait y avoir de salut hors de l'« unité » front-populiste avec le reste de la gauche pro-Mitterrand.

En l'espèce, la LCR, dès le lendemain du dimanche 24 septembre, s'est empressée de réaliser cette unité d'inaction en lançant une « pétition de protestation collective », cosignée par l'ASTI, le MRAP, SOS-Racisme, les unions locales CGT et CFDT, le SGEN,

le SNES, le Comité des mal-logés, le PCF, l'UTCL, le MRC et le PSU/NG. Ladite pétition, après avoir exposé les derniers événements, déclarait : « Alors que, dans ce quartier où vivent Français et immigrés, où le malheur et l'exclusion sont encore le lot commun de beaucoup (incendies criminels), le Front national, lui, a choisi d'insulter et de diviser la population. Nous élevons les plus vives protestations contre ces provocations et exigeons qu'elles cessent immédiatement » (*Rouge* n° 1373, 26 octobre). Pour « exiger », hélas !, il faut s'en donner les moyens, faute de quoi on n'aboutit qu'à faire dangereusement étalage de son impuissance face à un ennemi qui, lui, ne se laisse pas intimider par des « exigences » en papier.

Le 8 octobre, les fascistes, rendus prudents par leur mésaventure récente, avaient choisi de ne pas se montrer sur le marché. Mais trois semaines plus tard, le 29 octobre, ils y faisaient un retour en force et, cette fois-ci, de petites équipes de ventes des organisations ouvrières se retrouvèrent face à une trentaine de nervis, suivis d'une camionnette transportant des barres de fer. La situation était sérieuse, mais il était cependant possible pour les militants de gauche d'essayer de résister ensemble en formant une chaîne, qui aurait constitué un point de ralliement pour les habitants du quartier. Malheureusement, et malgré les efforts de nos camarades sur place, ce front commun ne put se mettre en place. Au lieu de cela, des militants des équipes de la LCR et de LO et le vendeur de *l'Humanité* entreprirent d'aller discuter avec les fascistes. Cet acte, en soi complètement scandaleux pour tout militant ouvrier qui se respecte, était dans cette situation particulière d'autant plus criminel qu'il sonnait définitivement le glas de toute possibilité de rallier les habitants du quartier pour chasser la racaille fasciste. Finalement, ceux-ci, après avoir paradé à leur aise pendant plus d'une demi-heure, se retirèrent, ayant fait leur démonstration de force.

Plusieurs des militants de la LCR et des JCR présents ont été scandalisés, à juste titre, de voir leurs camarades discuter avec les nervis lepénistes. Cette attitude inadmissible n'est hélas que le triste fruit d'une perspective front-populiste qui fait d'une organisation apôtre de l'« unité » derrière Mitterrand un obstacle à toute action indépendante de la classe ouvrière, fût-ce à l'échelle d'un marché. On ne discute pas avec les fascistes ! Aucune confiance dans Mitterrand, les flics et la « justice » bourgeoise pour les combattre ! Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées, basées sur les syndicats, pour écraser cette racaille avant qu'elle nous écrase !

FRONT NATIONAL

LCR
A MORT
8 rue du Général Clergero
75116 Paris
téléphone 47 27 56 66

LE 30 RIEN !

RDV LE 08 / 10

10 H RÉUNION

LÀ, VOUS AUREZ DES PERTES

XX EME

Les fascistes envoient leurs menaces de mort au local de la LCR.

cistes. Ce face à face tendu se poursuivit une heure durant. Nos camarades scandaient : « Mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes ! », « Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! » et « Aucune confiance dans l'Etat bourgeois pour écraser les fascistes ! »

Ce jour-là, le rapport de forces était nettement défavorable aux émules de Le Pen qui, après avoir provoqué un

à en-tête du Front national, qui proclamait « LCR à mort » et « Rendez-vous le 8/10 [...] Là, vous aurez des pertes. » Si une action de front unique des organisations de gauche avait pu temporairement repousser l'offensive lepéniste, il n'en était pas moins clair que ce n'était là que partie remise.

Quelques détachements d'ouvriers venus par exemple des usines automobiles de la banlieue de Paris, de chemi-

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour forger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, William Cazenave (rédacteur en chef), Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Ricmann, Josic Thanner, Jean Thimbault.

REALISATION : Ian Donnelly.

DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitiers
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Spartacus!

Page de la Jeunesse et des Groupes spartacistes

Sauvons les 14 d'Upington!

Le 13 octobre dernier, à l'initiative des Groupes spartacistes et du Comité de défense sociale (CDDS), un rassemblement de cinquante personnes se tenait face au siège de South African Airways à Paris, pour exiger: «*Vie sauve pour les 14 d'Upington! Libération de tous les militants antiapartheid emprisonnés!*» Dans le cadre d'une action de front unique, l'appel au rassemblement était soutenu par les organisations suivantes: Les Sympathisants de l'organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Rahé Kargar), section de Paris, l'Association des étudiants iraniens en France (sympathisants de l'organisation des guérilleros fédais du peuple d'Iran-Minorité), le Parti démocratique du peuple d'Iran - section France, A Fiumara (OI) Groupe marxiste révolutionnaire corse, le Mouvement révolutionnaire réunionnais (MRR), Justice et Paix. Des signataires individuels se sont joints à l'appel, dont Georges Labica, professeur à l'université de Paris X - Nanterre.

Le 13 novembre 1985, à Paballelo, la township d'Upington, ville sud-africaine près de la frontière avec la Namibie, la population noire manifestait contre les prix des loyers, la sous-qualification, le chômage et les injustices sociales et raciales. Au cours de cette manifestation, un policier municipal assassina un enfant de onze ans d'une balle dans le cou. Le flic sera retrouvé mort peu après.

Trois ans après les faits, en avril 1988, vingt-six Noirs sont arrêtés et jugés sur la base du critère d'«*objectif commun*». Le 26 mai, à la suite d'un procès où l'accusation ne put même pas prouver la participation de tous les accusés lors des événements, vingt-cinq des vingt-six sont reconnus coupables et quatorze condamnés à mort. Leur appel rejeté le 27 juin, les quatorze d'Upington peuvent être exécutés par les bouchers de l'apartheid comme l'a été, le 28 septembre, Jeffrey Mangena Boesman, militant antiapartheid.

Comme nous l'écrivions en septembre, dans le *Bolchévik* n° 96: «*Il est urgent que le mouvement ouvrier de par le monde se mobilise et montre qu'il est le puissant allié de la lutte*



13 octobre - A l'initiative des Groupes spartacistes et du Comité de défense sociale, rassemblement à Paris devant le siège de South African Airways.

Ecrasez l'apartheid! Révolution ouvrière!

des Noirs contre l'apartheid. Les Groupes spartacistes déclarent: *ce qu'il faut, c'est une action de front unique des organisations ouvrières et démocratiques. Dans un tel front unique, chaque organisation pourra développer ses propres positions politiques, tout en faisant cause commune autour des mots d'ordre centraux: Vie sauve pour les quatorze d'Upington! Libération immédiate de tous les militants antiapartheid emprisonnés!*»

**ECRASONS L'APARTHEID!
REVOLUTION OUVRIERE!**

Au moment où les Blancs d'Afrique du Sud se rendaient aux urnes, le 6 septembre dernier, pour voter pour le

candidat raciste de leur choix, la majorité noire opprimée et privée de droits civiques enregistrait son vote - et sa puissance - dans les usines et la rue.

Deux jours durant, les mines, les usines, les magasins et les écoles ont été fermés, et les bus, les trains et les taxis sont restés dans leurs dépôts. Deux à trois millions de travailleurs noirs, beaucoup plus que le nombre de votants blancs, étaient mobilisés - une grève massive de protestation contre les élections de l'apartheid. L'*Independent* de Londres (6 septembre) notait: «*Avec environ 90% des travailleurs urbains en grève, Le Cap, Johannesburg et Durban étaient aussi déserts qu'un dimanche, montrant de manière élogieuse à quel degré l'économie du pays est dépendante des travailleurs non blancs [...].*» De nouveau, le prolétariat noir a montré qu'il a la puissance, à la tête de tous les opprimés, d'écraser le capitalisme de l'apartheid.

Cette grève générale était le couronnement d'une «*campagne de défi*» de six semaines contre les élections de l'apartheid. Elle était organisée par le Mass Democratic Movement (MDM) qui inclut le United Democratic Front, maintenant interdit, et le Congress of South African Trade Unions (COSATU). C'était le premier mouvement de protestation de grande envergure et largement soutenu depuis la répression brutale de la révolte des townships de 1984-85. Le mouvement de protestation du MDM défiait directement l'«*état d'urgence*» instauré il y a trois ans et la frénésie de répression meurtrière du Parti national du président F.W. De Klerk. Et le jour du scrutin, il y a eu des manifestations de

protestation dans au moins vingt villes.

La police a chargé des groupes d'écoliers manifestant pacifiquement. Dans les jours précédant les élections, elle avait pris d'assaut une cathédrale pour réprimer un rassemblement antiapartheid et arrêter les dirigeants libéraux antiapartheid Desmond Tutu et Allan Boesak. Les flics ont envahi les bureaux du COSATU et le domicile de son secrétaire général Jay Naidoo, arrêtant onze syndicalistes. Le jour du scrutin, vingt-neuf manifestants ont été tués dans la répression sanglante menée par les bouchers de l'apartheid.

La colère noire a été nourrie par la vague d'exécutions et de condamnations à mort prononcées, en 1989, par le régime raciste blanc. Et beaucoup d'entre elles l'ont été sur la base de la doctrine nazie de «*responsabilité collective*», en vertu de laquelle toute personne assistant à l'assassinat d'un agent de police ou d'un informateur se rend coupable de meurtre. En mai dernier, les 14 d'Upington étaient condamnés à mort pour avoir fait partie d'une vaste foule qui a tué un policier noir en 1985. Deux semaines plus tard, quatre Noirs étaient pendus, dont la première femme à être exécutée depuis deux ans. Douze autres, originaires du bantoustan de Ciskei («*foyer tribal*») étaient condamnés à la pendaison pour «*necklacing*» en 1987 (exécution des informateurs et autres collaborateurs de l'apartheid en plaçant autour de leur cou un pneu enflammé). Et maintenant, douze militants antiapartheid de Pretoria sont accusés, dans le procès de Delmas III, d'être des «*terroristes* de l'ANC». Ils font face à de possibles condamnations à mort.

LA « PAIX » AVEC LE REGIME DE L'APARTHEID

Le résultat des élections reflète une polarisation croissante au sein de la minorité blanche. Le Parti national obtient la majorité la plus étroite en 41 ans de pouvoir. Il a perdu à la fois sur sa droite au profit du Parti conservateur, et sur sa gauche, au bénéfice du nouveau parti «*libéral*», le Parti démocrate. Ce dernier, pour lequel le MDM a appelé implicitement les Blancs à voter, est la voix du conglomérat minier géant, l'Anglo-American Corporation.

Ces élections ont été vues comme un référendum au sein des Blancs sur le «*plan d'action*» en cinq ans de De Klerk, qui prétend offrir une réforme du système de l'apartheid tout en maintenant fermement le contrôle blanc. Quant à l'ANC, il avait dévoilé son «*plan de paix*» au sommet des «*Etats de la ligne de front*», tenu à Lusaka en Zambie, le 10 août dernier. Pour les nationalistes de l'ANC, la «*campagne de défi*», tout comme ses raids sporadiques à l'intérieur de l'Afrique du Sud ou ses appels au désinvestissement impérialiste sont autant de moyens de pression sur les dirigeants de l'apartheid.

En dépit de discours révolutionnaires occasionnels, l'ANC poursuit

Suite page 9



16 septembre - A Bellville, près du Cap, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour l'enterrement de Patrick Muller, un jeune Noir de 13 ans abattu par les flics de De Klerk.

A bas le voile! Ecrasez les tueurs de la CIA!

De retour d'Afghanistan en guerre



Jalalabad, 7 juillet – Des milliers de personnes ont fêté leur victoire, après plusieurs mois de siège par les moudjahidins. Elles ont défilé aux cris de « Afghanistan Zindabad ! » (Vive l'Afghanistan !) et « Marg ya Watan ! » (Le pays ou la mort !)

Pendant la dernière décennie, l'Afghanistan, pays autrefois ignoré, est devenu le foyer de la guerre civile internationale. Washington et ses alliés ont dépensé des milliards de dollars pour financer l'insurrection contre-révolutionnaire destinée à noyer dans le sang le gouvernement du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) soutenu par l'Union soviétique. Dans le même temps, la presse

Photos exclusives de notre correspondant

occidentale, tirant ses « informations » de la station de la CIA à Peshawar au Pakistan, vomissait un flot ininterrompu de désinformation et de mensonges, colportant de sinistres récits

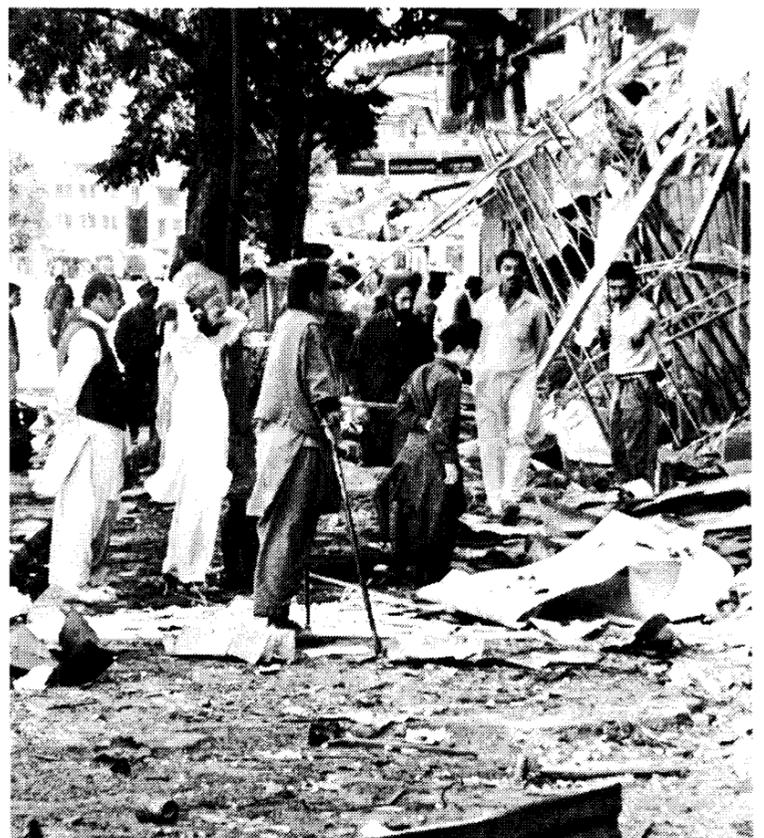
d'« atrocités soviétiques ». Avec le retrait soviétique, en février dernier, et la fermeture de l'ambassade des Etats-Unis et de celles de leurs alliés, ces récits étaient remplacés par

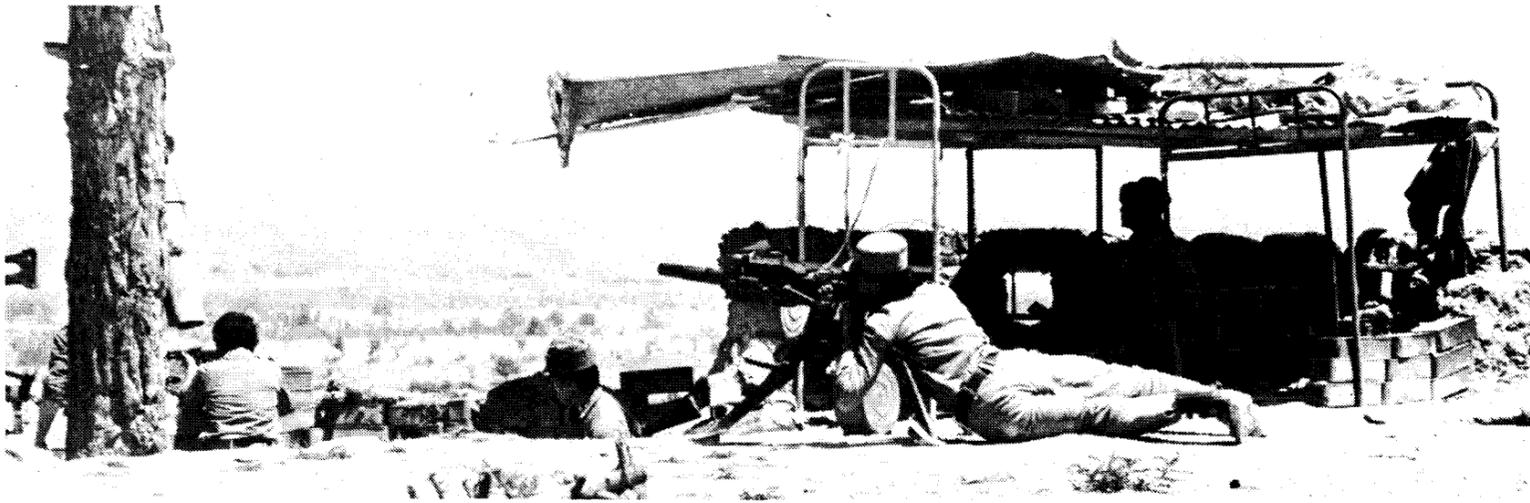
des pronostics tout aussi extravagants sur la chute imminente du régime de Kaboul. Contrairement à ces prédictions, l'armée afghane s'est farouchement battue avec à ses côtés des milices féminines et des bataillons de jeunes, et le gouvernement du PDPA s'est maintenu au pouvoir, alors que les tueurs de la CIA, les moudjahidins, étaient mis en déroute.

Depuis le début, la presse spartaciste



Kaboul, ville sous le feu des roquettes. A gauche, femmes dans les décombres de leur maison, détruite par des roquettes. Une grand-mère et plusieurs enfants ont été blessés. A droite, explosion d'une voiture piégée dans une rue commerçante près de Pashtoonistan Square qui a tué neuf personnes et en a blessé quarante-neuf autres.





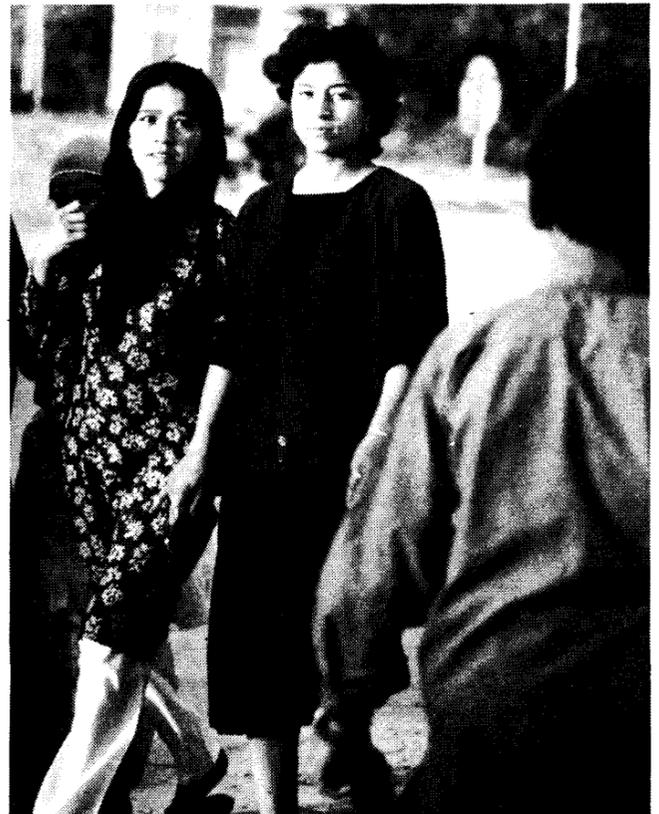
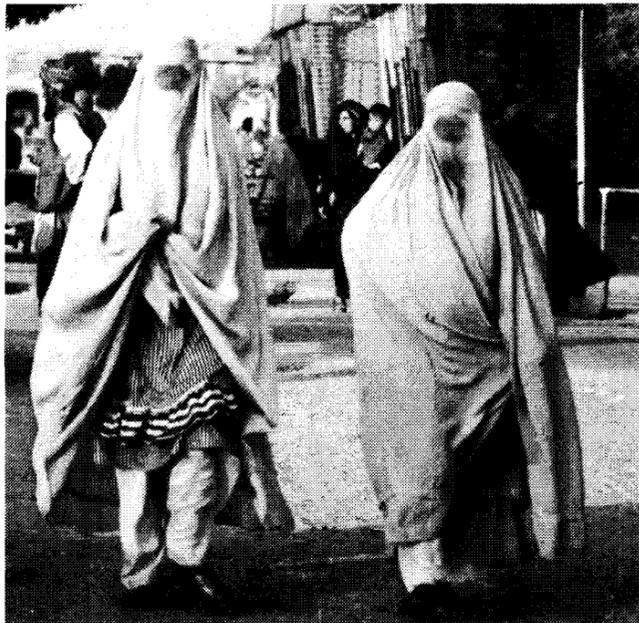
Les bataillons de jeunesse gardent, à Karesimir, le flanc nord de Kaboul. « Qu'ils viennent. Nous sommes prêts », déclare un jeune combattant. « Chacun de nous contre dix d'entre eux. »

a dit la vérité sur la guerre civile faisant rage en Afghanistan. D'un côté, se tenaient l'Union soviétique, le régime réformateur du PDPA et la cause du progrès social et de l'émancipation des femmes; de l'autre, on trouvait les puissances impérialistes, les khans féodaux, les mollahs et la croisade réactionnaire pour maintenir les femmes en esclavage et les jeunes filles dans l'analphabétisme. Nous avons fermement pris position contre les vents dominants de la guerre froide, dénonçant l'hystérie antisoviétique et démasquant le mensonge caricatural des Reagan et Mitterrand qui présentait les moudjahidins assassins comme des « combattants de la liberté ». Nous avons salué l'intervention soviétique de décembre 1979 en proclamant « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » et en appelant à « étendre les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ». Neuf ans plus tard, nous dénonçons le retrait décidé par Gorbatchev comme une trahison non seulement des peuples afghans, mais aussi de la défense de l'Union soviétique et des intérêts du prolétariat international.

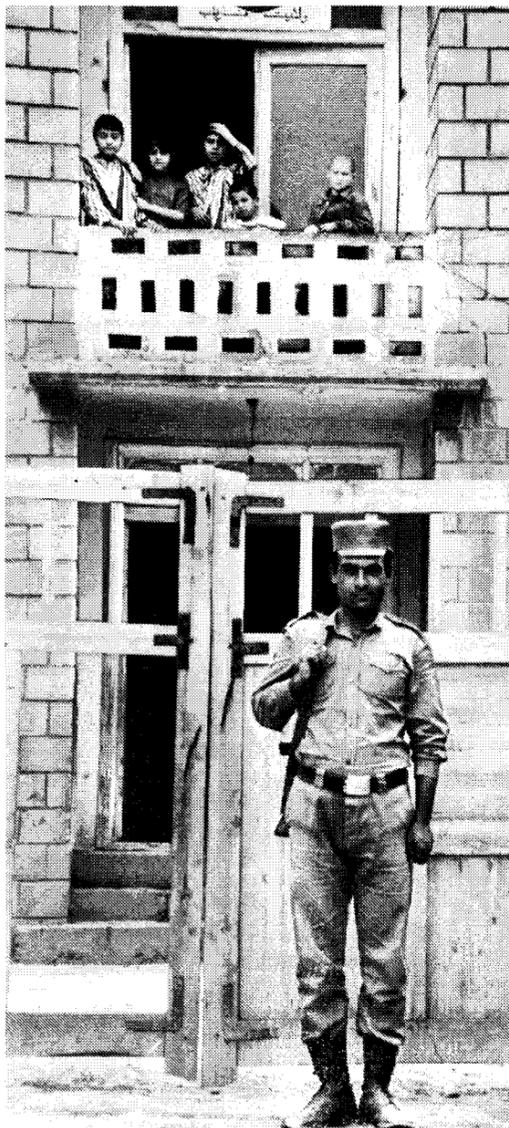
En février dernier, le Partisan Defense Committee (PDC), aux USA, a proposé d'organiser des brigades internationales pour rejoindre la lutte contre la contre-révolution. En réponse à une demande du gouvernement afghan, le PDC et ses organisations sœurs, dont le CDDS en France, ont lancé une campagne internationale d'aide aux victimes civiles de Jalalabad. Cette campagne, menée conjointement en France, en Grande-Bretagne, en RFA, en Italie, en Espagne, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie, au Japon et au Mexique a réussi à collecter, en moins de deux mois, plus de 280 000 francs français.

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) a dépêché, en juillet dernier et pendant quatre semaines, un envoyé spécial à Jalalabad et à Kaboul pour contrecarrer les mensonges de la presse impérialiste avec des reportages en direct du champ de bataille de la guerre civile. *Le Bolchévik* est fier de présenter à ses lecteurs des photos de la « ligne de front d'Afghanistan ». On y voit la détermination et la souffrance, face à une décennie de destruction, des peuples afghans qui défendent pied à pied leurs acquis.

Durant les mois d'octobre et de novembre, les sections nationales de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) ont tenu des meetings-débats sur l'Afghanistan, avec comme principal orateur l'envoyé spécial du *Bolchévik* et de *Workers Vanguard*, sous les mots d'ordre : « Non au voile ! Défense des femmes afghanes ! Ecrasez les moudjahidins de la CIA ! » Si à Hambourg une bande de moudjahidins réactionnaires a monté une provocation et interrompu la réunion, ces meetings-débats se sont tenus à Paris, Rouen, Lyon, Londres, Glasgow, Berlin dans un climat de débat démocratique franc et fructueux. D'autres meetings sont prévus à Nancy et Milan. ■



Une guerre pour les droits des femmes : les moudjahidins veulent imposer le tchador à toutes les femmes (ci-dessus). Les femmes se battent pour défendre le droit à se débarrasser du voile (à droite).



Ci-dessus : enfants de Kaboul. A gauche : soldat de garde devant un foyer de garçons et filles à Maimana. Toute institution représentant le progrès social doit être protégée contre les tueurs de la CIA.

La Révolution française n'est pas un événement historique lointain et isolé; elle a formé le cadre dans lequel se sont déroulés deux cents ans de luttes sociales dans ce pays. En 1848, les travailleurs tentèrent de briser la coalition sortie de la réaction contre-révolutionnaire qui s'était dressée contre la Révolution française. En riposte, les classes possédantes massacrèrent le prolétariat parisien dans les Journées de Juin.

En 1871, les mêmes forces contre-révolutionnaires écrasèrent les communards et cherchèrent à impliquer dans un coup monté de toutes pièces Dreyfus, officier juif, ce qui a ainsi conduit la France au bord de la guerre civile. Après la Première Guerre mondiale, ils trouvèrent que la grève générale de 36 et la victoire électorale du Front populaire faisaient de la capitulation à l'impérialisme allemand un « moindre mal ».

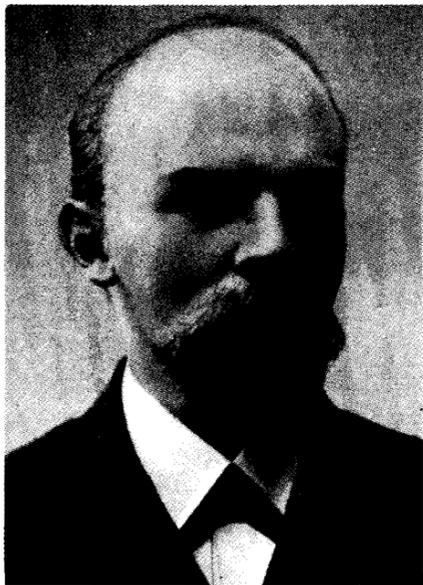
Les questions posées par la Révolution française, avec les changements qu'elle a apportés à la structure sociale et avec ces deux cents ans de lutte qu'elle a ouverts, sont toujours vivantes aujourd'hui, et tout particulièrement dans l'état d'esprit et l'activité de la réaction. Leurs calomnies et leur dénigrement de la révolution ont le même genre de but immédiat que leurs prédécesseurs — notamment à l'égard des travailleurs « immigrés ».

La tentative des Furet et autres historiens révisionnistes, pour qui « la Révolution française est terminée », vise, en exorcisant le spectre des révolutions passées, à camoufler et justifier l'oppression sociale et raciale dans le monde bourgeois contemporain.

Nous reproduisons ci-après le rapport (revu et corrigé pour publication) qu'a présenté le 22 juillet à Paris notre camarade Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League américaine, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française.

Première partie

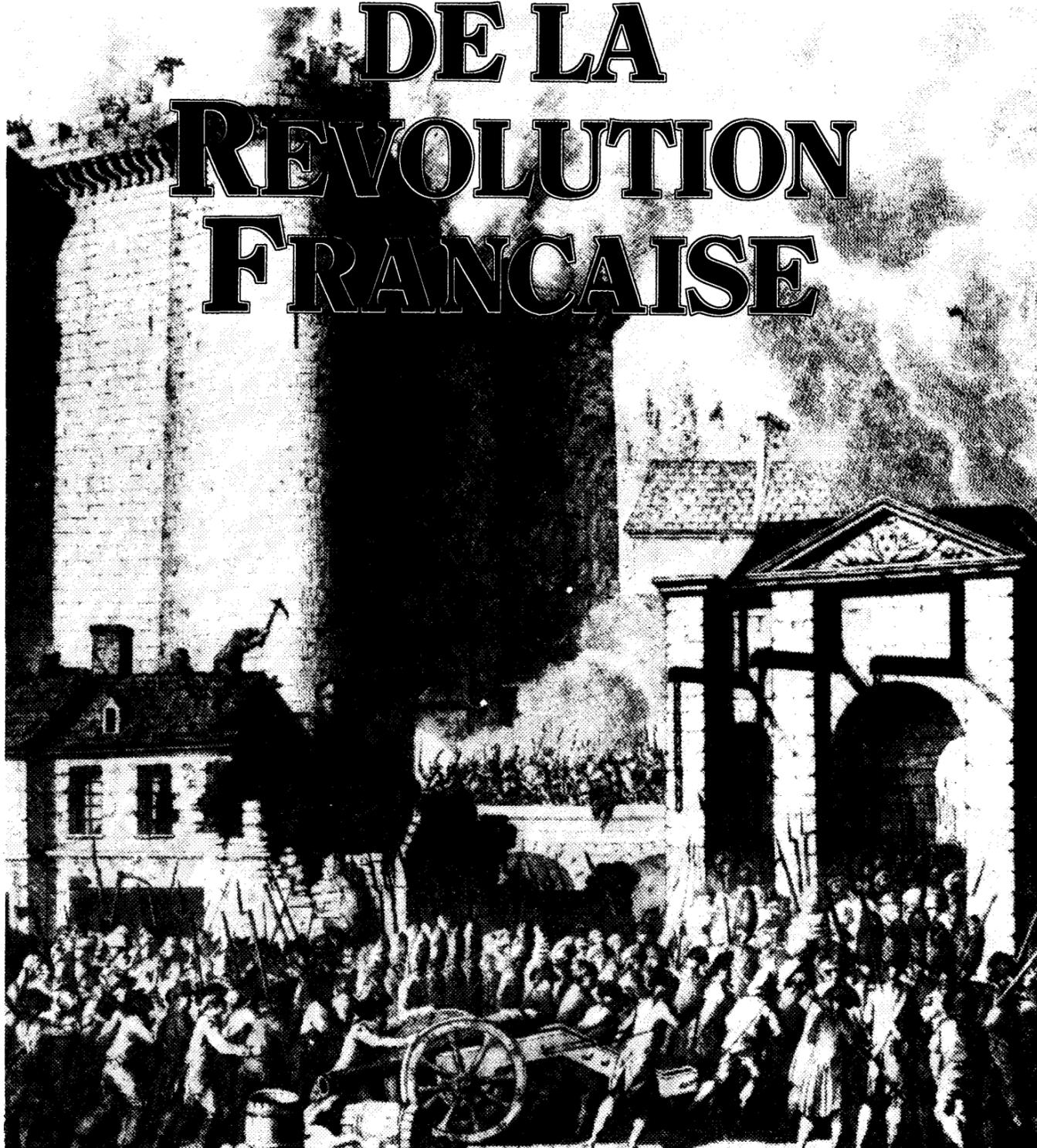
Cela peut paraître très présomptueux, pour un Américain qui ne parle ni ne lit le français, de faire un exposé sur la Révolution française. Pourtant, pour une large part, la vraie grandeur de la Révolution française est plus ressentie hors de France qu'à l'intérieur — car en France la Révolution porte le drapeau tricolore, alors qu'à l'extérieur elle porte encore le drapeau rouge. En France, on la célèbre comme la naissance de l'Etat-nation bourgeois, comme la commémoration de l'unité et de la grandeur de la France, du triomphe des principes libéraux de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mais hors de



Y. Mébius

V.I. Lénine revendiquait pour la révolution prolétarienne l'héritage jacobin.

EN DEFENSE DE LA REVOLUTION FRANCAISE



Giraudon

14 juillet 1789 — Le peuple parisien prend d'assaut la prison-forteresse de la Bastille, libère les prisonniers et s'empare des armes qui y étaient entreposées. La Révolution française vient de commencer.

France, la Révolution est encore vue comme une insurrection des opprimés et des exploités pour une société juste et égalitaire, la revanche des déshérités contre les nantis.

En France, le 14 juillet n'est qu'une fête patriotique comme le 4 juillet aux USA, avec ses défilés militaires, ses fanfares, ses feux d'artifice et tout le bazar cocardier. Mais imaginez fêter le 14 juillet au Salvador, en Bolivie, dans le Chili de Pinochet, ou même aux Etats-Unis. La semaine dernière, les camarades à New York ont célébré la prise de la Bastille à Prospect Park, et je peux très bien imaginer aller dans un bar noir à Brooklyn et inviter quelques Noirs à arroser ça avec nous. Peut-être n'auront-ils jamais entendu parler du 14 juillet et diront donc : qu'est-ce que c'est que toute cette histoire ? Et je répondrai : il y a deux cents ans, une foule de travailleurs pauvres comme vous ont pris d'assaut cette forteresse-prison. Ils ont libéré les prisonniers. Ils ont pris les armes et pendu le commandant de la place. Et ils diront : bien joué mec, faut qu'on fasse ça ici !

Il peut être étonnant et même très étonnant pour un auditoire français d'apprendre que cinquante ans après la

prise de la Bastille la Révolution française était célébrée en tant qu'inspiration pour le communisme international et n'était célébrée que comme inspiration pour le communisme international. Un des premiers écrits de Friedrich Engels comme communiste était un reportage sur la célébration de la fondation de la République française par des communistes et des radicaux ouvriers à Londres. L'orateur principal était Julian Harney, le dirigeant des chartistes — le premier parti ouvrier de masse de l'histoire. Harney disait : Quand nous, ouvriers anglais, revendiquons des réformes démocratiques du parlement, quand nous revendiquons des impôts moins lourds, quand nous revendiquons une meilleure éducation pour nos enfants, la classe dirigeante hurle à nos oreilles, jacobins ! La Terreur ! Vous voulez dresser une guillotine à Trafalgar Square ! Vous voulez exécuter la reine Victoria ! Ils ne l'ont malheureusement pas fait.

Ce n'est que plus tard, et seulement en France, que la Révolution française a été célébrée en tant que naissance de la nation bourgeoise française. Mais il est important de comprendre que le chauvinisme d'un Clemenceau, d'un

Thorez, d'un de Gaulle et d'un Mitterrand n'était pas le patriotisme de Robespierre et Saint-Just. Les dirigeants jacobins cherchaient à baser le patriotisme français, le sens de nation, sur les principes universels des Lumières. Ainsi parlait Robespierre au début de 1794 : « Il n'est que la démocratie où l'Etat est véritablement la patrie de tous les individus qui le composent, et peut compter autant de défenseurs intéressés à sa cause qu'il renferme de citoyens. Voilà la source de la supériorité des peuples libres sur tous les autres. Si Athènes et Sparte ont triomphé des tyrans de l'Asie, et les Suisses, des tyrans de l'Espagne et de l'Autriche, il n'en faut point chercher d'autre cause. Mais les Français sont le premier peuple du monde qui ait établi la véritable démocratie, en appelant tous les hommes à l'égalité et à la plénitude des droits du citoyen ; et c'est là, à mon avis, la véritable raison pour laquelle tous les tyrans ligés contre la République seront vaincus. »

La constitution jacobine de 1793 accordait la citoyenneté à tout étranger ami de la liberté qui en faisait la demande, et siégeaient à la Convention jacobine des radicaux étrangers qui

représentaient la patrie française. Robespierre disait : « Les hommes de tous les pays sont frères, et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme les citoyens d'un même Etat. »

Ce que nous appelons aujourd'hui nationalisme, à l'ère de l'impérialisme, n'est pas l'idéologie de la Révolution française. C'est même plutôt l'idéologie de la réaction contre la Révolution française. Ce fut le conservateur anglais Edmund Burke, le principal idéologue de la coalition européenne contre la Révolution française, qui a élevé des traditions nationales particulières au sommet des valeurs politiques. Ce fut Burke qui traita les Anglais et les Français comme s'il s'agissait presque de deux espèces différentes, incapables de partager un vocabulaire politique commun et des valeurs politiques communes.

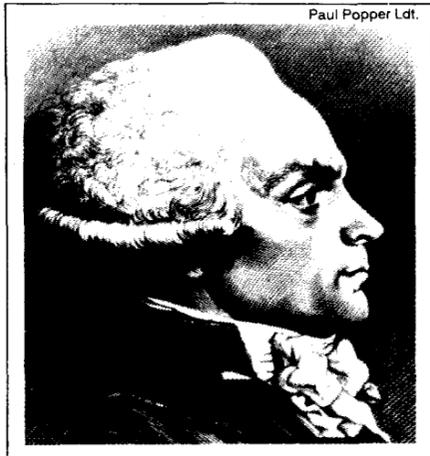
Ce furent les réactionnaires romantiques allemands anti-Révolution française qui glorifièrent la mystique unité du Volk allemand remontant aux anciennes forêts teutoniques. Au vingtième siècle, les nazis ont repris tout ce bazar sur le sang et le sol. Les nazis appelaient ça la littérature *Blu-Bo - Blut und Boden*. Mais les jacobins ne parlaient pas de *Blut* et de *Boden*, ils parlaient de démocratie et d'égalité.

L'idéologie jacobine avait une composante bourgeoise et nationale, et une composante égalitaire et universaliste. Après la chute de Robespierre, ces deux composantes se séparèrent et partirent dans deux directions historiques différentes. Dans une certaine mesure, ces deux directions ont été personnifiées par le Corse Napoléon Bonaparte et l'Italien Philippe Buonarroti.

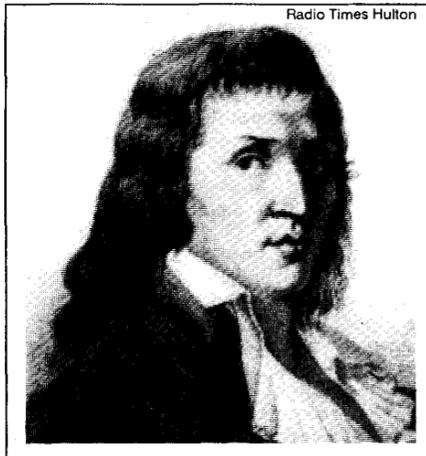
Napoléon et Buonarroti ont tous deux commencé leur carrière dans le cercle politique de Robespierre. Napoléon était au début un protégé du jeune frère de Robespierre. Buonarroti jouait du piano aux soirées-dîners de la maisonnée de Robespierre. C'est comme si Robespierre avait eu deux fils qui se seraient partagés l'héritage. Au début, il semblait que Napoléon avait reçu la part réelle de l'héritage et Buonarroti la part illusoire. Les armées napoléoniennes ont conquis toute l'Europe et il n'est resté à Buonarroti que d'organiser une poignée de disciples dans des sociétés secrètes. Incidemment, quand Napoléon fut défait et envoyé en exil, il déclara dans ses mémoires qu'il avait toujours été un vrai jacobin, qu'il n'avait combattu que pour libérer les peuples d'Europe du joug des dynasties. Il va sans dire qu'il n'a jamais dit ça quand il était empereur.

Mais finalement, les principes égalitaires et universalistes de la Révolution française s'avèrent bien plus puissants que les armées de Napoléon. Buonarroti fut le lien vivant entre la Révolution française et Karl Marx comme, dans un sens différent, Marx l'a été entre la Révolution française et la Révolution bolchévique.

Dans la décennie qui a précédé la première guerre impérialiste, Lénine et le radical bourgeois français Clemenceau ont tous deux déclaré reprendre l'héritage jacobin : le second au nom de l'impérialisme et du chauvinisme fran-



Maximilien Robespierre



Gracchus Babeuf



Philippe Buonarroti

çais, le premier au nom de la révolution prolétarienne et de l'internationalisme. Mais dans la mesure où les réalisations de Lénine sont vues, excepté par la bourgeoisie française, comme bien plus importantes que celles de Clemenceau, aujourd'hui, dans la plus grande partie du monde, le jacobinisme est associé au bolchévisme et non au « clemenceauisme ».

Par exemple, il y a aux Etats-Unis un magazine, *National Geographic*, qui est censé être une revue populaire et apolitique. C'est lu par des millions d'écoliers et vous pouvez le trouver dans les salles d'attente des médecins. Comme vous pouvez le constater, le numéro de juillet est consacré au bicentenaire et on peut y lire : « Ce fut

la Révolution française en tant que telle est un chapitre clos de l'Histoire. On ne peut insister assez sur le fait qu'elle a eu lieu dans une société préindustrielle, dans une société dominée par l'agriculture. L'artisan ou petit boutiquier typique français, qu'on appelait sans-culotte, dépensait entre 50 et 75% de son revenu pour son alimentation.

Des quatre classes en lutte durant la Révolution, trois n'existent plus dans le monde moderne et la quatrième, la paysannerie, n'est qu'un reste de ce qu'elle était à l'époque. Il est évident que la noblesse et le prolétariat artisanal, pas un prolétariat d'industrie mais d'artisanat, n'existent plus. Nous parlons de bourgeoisie, mais il s'agit d'une

bataille de la Révolution française. Dans les années 1830, James Bronterre O'Brien, dirigeant chartiste britannique, a écrit une biographie de Robespierre qu'il considérait comme un des plus grands et des plus purs réformistes de l'Histoire. Dans les années 1840, Marx et Engels jeunes pensaient que le régime jacobin représentait le pouvoir politique de la classe ouvrière de l'époque, bien que voué à servir les intérêts historiques de la révolution bourgeoise. Dans les années 1850, le littérateur principal du libéralisme anglais, Charles Dickens, écrivait un roman sur la Révolution française, *A Tale of Two Cities*. Dans cette œuvre, la terreur jacobine est décrite comme une orgie de soif de sang populaire. (Margaret Thatcher a offert un exemplaire de ce livre à Mitterrand pour le bicentenaire.)

En 1904, Lénine déclarait que le bolchévisme est un jacobinisme indissolublement lié à l'organisation de la classe ouvrière. En 1933 en Allemagne, le ministre nazi de l'Education annonçait que la victoire du national-socialisme était une victoire sur la Révolution française. Quelques années plus tard, Trotsky caractérisait de Thermidor soviétique la contre-révolution bureaucratique stalinienne, l'équivalent en URSS du Thermidor français de 1794 qui renversa le régime démocratique-révolutionnaire des jacobins. Quand les stalinien français lancèrent la politique de front populaire au milieu des années trente, ils mirent en place un culte de Robespierre, culte qu'ils ont plus ou moins entretenu jusqu'à ce jour, au grand dam des gorbatchéviens !

Dans les années cinquante, le réactionnaire américain Henry Kissinger construit le succès de sa carrière académique en écrivant un livre à la gloire du prince Metternich, ministre des Habsbourg et principal architecte de la réaction européenne contre la Révolution française. Au début des années 80, le metteur en scène polonais Andrzej Wajda, célèbre partisan de *Solidarność*, réalise son film *Danton* avec le financement du gouvernement Mitterrand. Ce film présente Robespierre comme un monstre sanguinaire et paranoïaque à l'image de Staline et glorifie Danton comme un libéral moderne, le jacobinisme à visage humain [cf. *le Bolchévik* n° 39, mai 1983]. Il y a quelques années, Michel Vovelle, historien du PCF en visite en Chine, s'est entendu dire par les autorités de Pékin : « Nous sommes des thermidoriens ». Et en cette année de bicentenaire, le primat de Pologne, le cardinal Glemp, participe à une commémoration de l'insurrection royaliste-catholique de la Vendée.

Qu'y a-t-il dans cette révolution démocratique-bourgeoise vieille de deux cents ans qui fait que chaque génération y trouve un parallèle politique pour son époque ? Pourquoi cette révolution bourgeoise, à l'époque et plus tard, a-t-elle été vue par beaucoup

Suite page 8



Le Bolchévik

A l'occasion du bicentenaire de la Révolution française, deux conférences-débats ont été organisées cet été à Paris (ci-dessus) et à Rouen avec Joseph Seymour, membre du comité central de la Spartacist League/US.

ailleurs, et pas avant le XX^e siècle, que des hommes du type de Robespierre ont fait leur chemin, se sont emparés du pouvoir d'abord en Russie et ensuite dans beaucoup d'autres pays. Ces despotes modernes agissent avec la même violence sauvage que les modèles parisiens pour détruire leurs ennemis, briser le passé et imposer l'autorité totale de la révolution. »

UN CHAMP DE BATAILLE DE DEUX SIECLES

Dans une certaine mesure, la question de savoir qui sont les jacobins d'aujourd'hui n'a aucun sens. Parce que

bourgeoisie préindustrielle. C'est une bourgeoisie dont la richesse venait de la production, la transformation, la distribution et le financement des produits agricoles. Rappelons-nous que la principale école d'économie politique bourgeoise au XVIII^e siècle en France, les physiocrates, affirmait que l'agriculture était la seule source de richesse et que toutes les autres activités économiques en dérivait.

Pourtant, au vu de l'intensité des débats sur la Révolution française, on pourrait croire que ça s'est passé il y a vingt ans et pas il y a deux siècles. La Révolution française est bien plus présente dans la conscience du monde moderne que des révolutions plus récentes. Combien de gens peuvent nommer en France les principaux personnages de la Révolution de 1848 ou de la Commune de Paris ? Par contre, Marie-Antoinette et Robespierre font partie du vocabulaire politique du monde moderne, la première comme le symbole de l'arrogance des classes dirigeantes et le second comme celui de l'intransigeance ou du fanatisme. Même Danton est devenu le symbole de la modération, l'éternel libéral cherchant la voie moyenne entre la réaction et l'extrémisme révolutionnaire.

Durant les deux derniers siècles, chaque génération a recommencé la



Manoukian/Syigma



New York Films

Solidarność contre la Révolution française : l'archevêque polonais Glemp participe à un rassemblement de royalistes français en Vendée; le réalisateur Andrzej Wajda traîne Robespierre dans la boue dans son film « Danton ».

Révolution française...

Suite de la page 7

comme une révolution *antibourgeoise* ? Pourquoi Maximilien Robespierre, le plus grand dirigeant révolutionnaire de l'Etat français, a-t-il été vilipendé pendant deux cents ans et présenté comme un monstre sanguinaire et un prédécesseur des communistes par-dessus le marché ?

POURQUOI LA REVOLUTION FRANCAISE ETAIT-ELLE SI RADICALE ?

Il y a une longue tradition intellectuelle depuis Edmund Burke jusqu'à François Furet qui impute ce radicalisme à l'influence néfaste des *philosophes* des Lumières. D'une manière ou d'une autre, ils prétendent qu'un groupe de rousseauistes fous se sont emparés de la France et ont tenté d'instaurer une république de la vertu par la terreur. Le pauvre Jean-Jacques Rousseau a été tenu responsable de tout, des massacres de septembre 1792 au goulag de Staline. (Il aurait pu trouver ça amusant. En fait, il n'avait aucun sens de l'humour - ça ne l'aurait pas du tout amusé. Un gars dépourvu d'humour !)

Il est vrai qu'on peut tirer des conclusions très radicales de la notion du bon sauvage. Il y a un essai sur les cannibales écrit par Montaigne, qui fut l'un des pionniers des Lumières françaises. Il raconte l'histoire d'un cannibale brésilien qui a été capturé et emmené en France. C'était de toute évidence un homme intelligent et bientôt il apprit le français. Un jour, quelqu'un lui demanda ce qu'il pensait de la civilisation française. Il répondit qu'il y avait beaucoup de choses merveilleuses en France, mais qu'il y avait une chose qu'il ne comprenait pas : il voyait des mendiants qui crevaient de faim et qui n'avaient que la peau et les os, alors qu'il y avait des gens riches, gros et gras, et il ne pouvait pas comprendre pourquoi les mendiants ne

idéalistes, parce que l'économie anglaise, à l'époque de la Guerre civile anglaise, était radicalement différente de l'économie française à l'époque de la Révolution. Dès le XVI^e siècle, la paysannerie anglaise a été chassée de ses terres par le mouvement des *Enclosures*. Une grande partie de la campagne anglaise a été transformée en pâturages pour les moutons afin de produire de la laine pour le marché mondial. Dans le langage de l'époque, on disait que « le mouton mangeait l'homme ».

Tout un secteur de l'aristocratie foncière anglaise s'est transformé en propriétaires fonciers bourgeois. Quand la Guerre civile éclata, une minorité de l'aristocratie foncière soutenait le parlement, mais la majorité était demeurée neutre. Elle continua à diriger ses domaines et à engranger de l'argent. Le parti radical dans la Révolution anglaise - les *Nivelleurs* - exigeait le démantèlement des *Enclosures* et la réinstallation des paysans sur les terres. Ce qu'il voulait, c'était le renversement du cours du développement économique. Mais ce programme était non seulement politiquement irréalisable, mais aussi économiquement utopique.

L'agriculture anglaise était déjà devenue hautement compétitive et se dirigeait vers l'économie de marché. Ce n'était pas suffisant d'avoir la terre, il fallait aussi avoir du capital pour investir et améliorer le rendement des récoltes. Ainsi, les petits paysans propriétaires n'étaient plus économiquement viables en Angleterre, alors qu'ils le restaient dans la France du XVIII^e siècle. Pendant la Guerre civile, le colonel cromwellien William Sydenham disait au parlement qu'il était vain de donner de la terre aux soldats sans terres : « Ils sont pauvres, et si vous leur attribuez des terres, ils seront obligés de les revendre » (cité dans Christopher Hill, *The Century of Revolution 1603-1714*, [1961]). Le compromis historique entre l'aristocratie et la bourgeoisie qui a mis fin à la Guerre civile anglaise était possible parce que l'agriculture anglaise était déjà assez avancée dans son évolution vers la transformation capitaliste.

Mais la France des Bourbons était

il maintient qu'elle aurait dû suivre le même cours que celui de la Révolution anglaise : une monarchie constitutionnelle avec un parlement de propriétaires. Mais en fait, elle n'a pas dévié de son cours, parce que le cours des bourgeois libéraux était celui d'un pays imaginaire. D'un côté, ils ont proclamé

le principal dirigeant libéral de l'Assemblée constituante, Barnave, déclarait : « Allons-nous terminer la Révolution, allons-nous la recommencer ?... Un pas de plus serait un acte funeste et coupable, un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destruction de la royauté, dans la ligne de l'égalité la

Octobre 1789
— Les femmes du peuple de Paris conduisent la marche sur Versailles, où réside la famille royale.



l'abolition du féodalisme, de l'autre côté ils demandaient aux paysans de continuer à payer les principales rentes ou de les racheter au prix de vingt à vingt-cinq fois leur montant annuel. Les paysans, quant à eux, décidèrent que du moment que le féodalisme était aboli, ils ne paieraient plus aucune rente à leurs propriétaires. En outre, l'armée française était tellement divisée, traversée de fractions, et en état de mutinerie, qu'elle ne pouvait plus être utilisée comme instrument pour réprimer les révoltes paysannes.

La raison pour laquelle l'aristocratie française refusa d'accepter la révolution libérale de Mirabeau et de Lafayette n'était pas principalement basée sur des préjugés idéologiques réactionnaires : la croyance qu'ils descendaient tous de Charlemagne. Ce n'était pas là le principal facteur. C'est plutôt qu'ils ne pouvaient pas accepter une révolution dont les conséquences les priveraient de leur existence en tant que classe. Ainsi, la politique de l'aristocratie française fut de restaurer un Etat monarchique en encourageant les Etats absolutistes étrangers à envahir et à occuper la France. En France, un compromis historique entre l'aristocratie et la bourgeoisie était possible uniquement sur la base d'une *contre-révolution* triomphante qui réprimerait la révolte paysanne et restaurerait une certaine forme d'exploitation de la paysannerie française à la fois par des secteurs de la bourgeoisie et par l'aristocratie.

Même des historiens aussi sophistiqués que Furet continuent à imputer la radicalisation de la Révolution à la personnalité du couple royal. Si seulement Louis n'était pas aussi sot et têtue, si seulement Marie-Antoinette n'avait pas été aussi superficielle et arrogante, les Bourbons seraient encore à Versailles à la place de ce parvenu de Mitterrand ! Mais en fait, Louis agissait comme représentant responsable de sa classe, la noblesse. Ainsi, tout en acceptant de mauvaise grâce la Révolution en public, en privé, il écrivait aux têtes couronnées d'Europe les invitant à envahir la France et à restaurer son autorité.

Le tournant décisif de la Révolution Française fut la fuite avortée de Louis XVI quand il essaya, en juin 1791, de quitter la France et de rejoindre ses congénères Habsbourg. Cette fuite avortée détruisit beaucoup d'illusions populaires en Louis et entraîna une vague de radicalisme populaire au sein des basses classes urbaines, les *sans-culottes*. En même temps, un secteur de la bourgeoisie libérale était de plus en plus convaincu que la monarchie constituait une protection nécessaire contre le radicalisme populaire. Ainsi, un mois après la fuite avortée du roi, le prin-

« destruction de la propriété. »

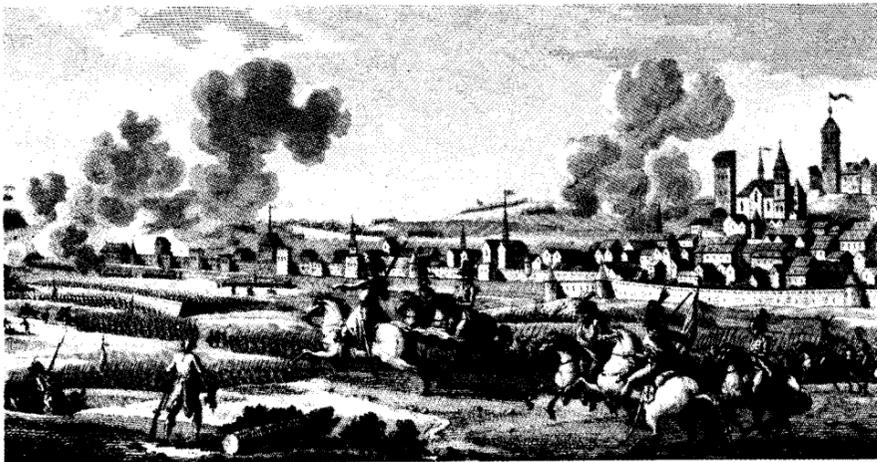
Le jour suivant ce discours de Barnave, un grand nombre de pétitionnaires qui appelaient à l'abolition de la monarchie et à l'établissement de la République étaient massacrés au Champ de Mars par la Garde nationale de Lafayette. Le massacre du Champ de Mars scissionna irrévocablement la bourgeoisie patriotique en camps hostiles. Robespierre racontera plus tard que c'est seulement après ce massacre qu'il fut convaincu de la nécessité de la République.

La scission de la bourgeoisie a permis aux masses plébéiennes de Paris de surgir comme, en quelque sorte, une force révolutionnaire indépendante. Ainsi, l'établissement d'une république démocratique a entraîné la mobilisation des masses plébéiennes en dehors, et dans une certaine mesure contre, les institutions représentatives de la bourgeoisie. La journée insurrectionnelle du 10 août 1792 a non seulement renversé la monarchie mais a aussi créé les conditions d'un *double pouvoir* entre la Commune de Paris et les sections parisiennes d'une part, et l'Assemblée législative et plus tard la Convention d'autre part.

En même temps, le renversement de la monarchie a transformé la Révolution en une guerre à l'échelle européenne. Six jours après la prise du palais des Tuileries qui a renversé le roi, une armée de Prussiens, d'Autrichiens et d'émigrés français envahissait la France. Le commandant de l'armée, le duc allemand de Brunswick, menaçait d'une vengeance terrible et sauvage le peuple de Paris qui avait osé porter la main sur le monarque sacré. Brunswick et tous les royalistes d'Europe étaient absolument convaincus qu'ils balayeraient cette racaille, défileraient dans Paris et restaureraient le roi sur son trône.

L'armée française rencontra cette armée, principalement prussienne, à environ soixante-dix kilomètres de Paris sur la colline de Valmy. L'armée française surpassait en nombre les Prussiens. L'infanterie française a tenu tête à l'armée prussienne, la plus redoutée, la plus disciplinée et la mieux entraînée de celles des anciens régimes européens. L'artillerie française et les officiers d'artillerie prouvèrent leur supériorité. A la fin de la journée, une pluie torrentielle s'abattit et l'armée prussienne fit retraite, son assurance quelque peu ébranlée. Avec l'armée prussienne, se trouvait ce soir-là le poète allemand Goethe. Selon certaines sources, cette nuit-là, alors qu'il pleuvait, il se tint au milieu du champ de bataille et dit : « D'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde. »

[A suivre]



Le 6 novembre 1792, à Jemmapes, l'armée révolutionnaire, un mois et demi après Valmy, livrait et remportait contre l'armée autrichienne sa première bataille rangée.

tuaient et ne mangeaient pas les gens riches. C'était de toute évidence un communiste primitif, très primitif.

Mais, bien sûr, la Révolution française n'était pas un produit de l'idéologie radicale. Elle était le produit de la structure économique et de classe de la société française. Et pour comprendre le radicalisme de la Révolution, il est utile de la comparer à la Révolution bourgeoise anglaise. Que ce soit avant, pendant, ou après la Révolution française, l'Angleterre, avec sa monarchie constitutionnelle et son parlement de propriétaires, était présentée en modèle de ce que devrait être la France. Même encore aujourd'hui, Furet se lamente sur le fait que le parti Tory français n'ait pas encadré et dominé la Révolution.

Mais cette conception est purement

encore un pays de petits paysans propriétaires qui devaient payer une multitude de charges féodales à la fois à la noblesse foncière et aux nombreux bourgeois qui avaient acquis des terres. Si en Angleterre on pouvait parler d'embourgeoisement d'un secteur de la noblesse, en France on avait la féodalisation d'une partie de la bourgeoisie. La principale fonction de l'Etat absolutiste étant d'extraire la rente de la paysannerie au bénéfice de la classe foncière. Ainsi, lorsque l'autorité de l'Etat monarchique fut détruite en 1789, la société française se polarisa sur des *lignes très différentes* par rapport à celles qui polarisèrent l'Angleterre durant la Guerre civile un siècle plus tôt.

Furet est célèbre pour la thèse selon laquelle la Révolution française a « dévié de son cours ». Naturellement,

14 d'Upington...

Suite de la page 3

depuis longtemps une stratégie destinée au « partage du pouvoir » avec le capitalisme de l'apartheid. L'ANC a désavoué la « nationalisation totale », appelant à une économie « mixte » (c'est-à-dire capitaliste) et à l'émergence d'une classe capitaliste noire. L'investissement impérialiste devrait être encouragé, note un représentant de l'ANC, « sur des bases acceptables pour les investisseurs étrangers ». L'ANC cherche un arrangement avec les « secteurs progressistes » de la classe dirigeante de l'apartheid, comme Gavin Relly de l'Anglo-American. En fait, l'apartheid, en tant que système de domination d'une caste blanche, ne peut être détruit sans déraciner tout le système du capitalisme en Afrique du Sud, qui ne peut lui-même exister sans la surexploitation du travail noir.

Cette stratégie de pression est partagée à l'extérieur de l'Afrique du Sud par bon nombre de ceux qui prétendent soutenir la lutte antiapartheid, des sociaux-démocrates du Mouvement antiapartheid au PCF en passant par les pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié, représentés en France par la LCR.

En 1985, lors du puissant développement de la lutte du prolétariat sud-africain, la CGT avait organisé l'occupation du minéralier Citra Sagita, qui transportait du charbon sud-africain destiné aux centrales thermiques d'EDF. Mais loin de faire de cette action une démonstration de solidarité de la classe ouvrière avec la lutte des Noirs contre le capitalisme de l'apartheid, le PCF expliquait, dans l'Humanité du 24 août 1985 : « La France se doit donc de renoncer à l'importation de charbon et de minerai sud-africain [...]. Ce serait bon pour les droits de l'homme et pour notre économie. » La stratégie du « boycott » dévoile ici sa véritable nature, une autre version du chauvin « Produisons français ».

Comme nous l'écrivions alors : « Un boycott permanent des importations de charbon sud-africain serait [...] une mesure protectionniste pour faire supporter aux mineurs noirs sud-africains les conséquences de la crise du capitalisme français en les mettant au chômage -

De : Groupes spartacistes
A : Jeunesse communiste révolutionnaire

Paris, le 29 août 1989.

Chers camarades,

Les Groupes spartacistes (de Nanterre, St-Denis, Lyon, et Rouen) proposent au Bureau national des JCR (et le proposent aux autres organisations ouvrières et démocratiques) une action de front unique construite autour des mots d'ordre :

- * « Vie sauve pour les 14 d'Upington »
- * « Libération de tous les militants anti-apartheid emprisonnés »

Nous proposons un rassemblement le 23 septembre à 18 heures devant l'ambassade d'Afrique du Sud ou la compagnie aérienne South African Air Line, d'autres actions pourront éventuellement suivre.

Le front unique laisse chaque organisation libre de faire sa propagande sur son programme.

Salutations fraternelles.

Pour les Groupes spartacistes
Bertrand Lorca.

Paris, le 21 septembre 1989

Chers camarades,

N'ayant pas encore reçu de réponse à la proposition de front unique que nous vous avions adressée le 29 août, et devant l'urgence nous permettons d'insister.

Pour faciliter la construction éventuelle de ce front unique, nous envisageons maintenant de repousser toute action au samedi 7 octobre à 15 heures et sommes prêts à rencontrer immédiatement des représentants de votre Bureau national. Nous espérons que vous êtes toujours animés de la même volonté de réaliser un front unique que celle que vous exprimiez dans *Autre chose*, numéro spécial "8 juillet 89".

Comme vous l'écriviez alors : « C'est tous ensemble que nous sauverons les 14 d'Upington ! » Ceci doit pouvoir se réaliser au-delà des différences de programme, puisque le front unique laisse chaque organisation libre de faire sa propagande sur son programme.

Salutations communistes.

Pour les Groupes spartacistes, Bertrand Lorca.

Nos lettres aux JCR — qui sont restées sans réponse — proposant l'organisation d'un rassemblement de front unique pour sauver les 14 d'Upington.

que... le boycott et les appels pleurnichards à l'impérialisme français : « La France doit rompre toute relation avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Le gouvernement doit prendre des initiatives internationales dans le sens du boycott total de l'apartheid. »

« Il est vrai que les Chirac, Giscard, Le Pen ne seront pas d'accord, pour ces gens-là, l'Afrique du Sud est un beau pays et l'apartheid n'existe pas, mais ce n'est pas à eux que Mitterrand et Rocard doivent obéir, pas plus qu'aux patrons français qui se font du fric sur le dos du peuple noir, mais bien aux jeunes et aux travailleurs qui ont voté à gauche et qui les ont élus. »

On croit rêver : pour lutter contre l'apartheid, les JCR nous demandent de faire confiance à Mitterrand, à celui qui fut ministre de l'Intérieur à l'époque du déclenchement de la guerre d'Algérie en 1954, qui fut ministre de la Justice lors de l'exécution du communiste Fernand Yveton, guillotiné pour sa solidarité avec le FLN algérien en 1956. Les JCR nous demandent de faire confiance à ce gouvernement de front populaire qui, depuis 1981, gère loyalement les intérêts de la bourgeoisie française au travers de sa politique d'austérité antiouvrière, de ségrégation et de terreur racistes, de sa politique de répression coloniale des Antilles à la Nouvelle-Calédonie. Comme l'expliquait

condamnés à mort. » Les Groupes spartacistes ont répondu à cet appel, proposant l'organisation d'un rassemblement de front unique. Nous publions ici notre correspondance aux JCR qui fut suivie d'un refus téléphonique de leur part de faire quoi que ce soit avec nous. Comme le mentionne *Autre chose* (octobre), « les querelles de chapelle deviennent criminelles quand des vies sont en jeu. » Nous réaffirmons notre volonté de poursuivre le combat pour sauver les 14 d'Upington, de nous associer aux mobilisations à venir suivant le principe du front unique : marcher séparément, frapper ensemble.

Le programme de pression sur l'impérialisme par le biais du boycott n'est pour les JCR qu'une tentative de substituer à la lutte du prolétariat une perspective de collaboration de classes, tant en France à la remorque de Mitterrand que par leurs capitulations devant les directions nationalistes petites-bourgeoises. *Autre chose* proclame ainsi, parlant de la Namibie que « celle-ci [la population noire] devra, une fois encore, se mobiliser pour imposer une réelle indépendance politique, économique, c'est-à-dire un gouvernement de la SWAPO, qui s'appuie sur les masses namibiennes pour avancer vers le socialisme. » La SWAPO, quant à elle, voit les choses d'un tout autre œil et met en pratique sa ligne nationaliste petite-bourgeoise au cours de la campagne électorale actuelle : « Samedi soir, Pik Botha a rencontré Sam Nujoma, le leader de la SWAPO, qui sera, selon toute vraisemblance, le premier président de la Namibie. Cette perspective semble désormais acceptée à Pretoria. Pik Botha s'est déclaré "satisfait des assurances" qui lui auraient été données » (*Libération*, 6 novembre).

Cette capitulation de la JCR à la SWAPO se situe dans la continuité du soutien pabliste à des forces non prolétariennes, de Ben Bella aux sandinistes, comme substitut à la construction d'un parti révolutionnaire basé sur le programme trotskyste.

Mais, à juste titre, les JCR déclarent : « L'absence d'un parti révolutionnaire en Afrique du Sud est un handicap très important pour la victoire totale contre l'apartheid, c'est-à-dire la chute du capitalisme en Afrique du Sud » (*Autre chose*, octobre). Ils posent la vraie question. Pour les trotskystes, la clef de la victoire réside dans la construction de partis révolutionnaires qui puissent, comme le Parti bolchévique en Russie en 1917, mener le prolétariat au pouvoir au travers de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Malheureusement, leur seule perspective est celle d'un « grand parti de la classe ouvrière qui regroupe tous les travailleurs » (*Ibid.*). C'est là la vision du « parti de toute la classe », la conception kautskyste de la Seconde Internationale avant la guerre de 1914, à laquelle Lénine opposa la nécessité de forger des partis d'avant-garde fondés sur le programme de la lutte pour la révolution prolétarienne. Ce programme,

c'est celui des mobilisations de la classe ouvrière pour son propre pouvoir que nous opposons à la perspective de défaite des pressions sur l'impérialisme.

La stratégie du boycott est d'ailleurs de plus en plus contestée par les militants antiapartheid. Déjà en 1985, un des dirigeants de la fédération syndicale FOSATU dénonçait à juste titre les « sanctions » qui consistent dans le retrait des actifs des sociétés étrangères « [...] parce que nous les considérons non pas comme la simple propriété des sociétés étrangères, mais comme des actifs qui ont été amassés grâce à la sueur et au travail des travailleurs sud-africains et qui maintenant appartiennent absolument à cette société [...]. Nous ne voyons absolument aucune raison d'abandonner une partie de la richesse sociale de ce pays afin de faire pression sur le régime » (*Work in progress* n° 37, juin 1987).

Alors que le COSATU soutient la Charte de la liberté de l'ANC, le prolétariat noir combatif et de plus en plus organisé, est loin d'être confiant dans ce programme pour un capitalisme « démocratique et non racial » en Afrique du Sud. Les rangs du COSATU ont grossi de deux fois et demie depuis leur création en 1985, et on a vu trois fois plus de grèves durant la première moitié de cette année que pendant la même période, l'année précédente. Ce syndicat ouvrier est, maintenant, la plus puissante organisation du prolétariat noir dans l'histoire de l'Afrique du Sud. Il est aussi la voix de larges sections des masses opprimées. Nombre de syndicats au sein du COSATU, en particulier le National Union of Metalworkers (NUMSA), dirigé par Moses Mayekiso, récemment libéré de prison, et l'Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (ACTWUSA) défendent le « socialisme » comme but de leur lutte.

CONSTRUIRE UNE AVANT-GARDE TROTSKYSTE EN AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud est un exemple fondamental de la validité de la perspective de révolution permanente de Trotsky : dans ce pays, la classe ouvrière noire est la force décisive dans la lutte contre l'apartheid. Trotsky expliquait : « La théorie de la révolution permanente [...] démontrait qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques que se proposent les pays bourgeois arriérés les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour » (*La Révolution permanente*, 1930).

Le prolétariat noir d'Afrique du Sud a déjà largement démontré sa capacité à remplir sa mission historique. Ce qui manque cruellement, c'est une direction révolutionnaire armée de son courage et de ses aspirations. En avant pour un parti trotskyste, section d'une Quatrième Internationale reforgee ! Pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs ! Ecrasez l'apartheid ! Pour une révolution ouvrière !



J. Pankin/AP

Mineurs sud-africains — Seul le prolétariat noir a la puissance sociale d'écraser le capitalisme de l'apartheid.

un véritable coup de poignard dans le dos. En plus, le PCF et la CGT appellent le gouvernement Mitterrand à prendre des « sanctions efficaces » contre Pretoria [...]. Ces appels ne font que renforcer les illusions dans le caractère « démocratique » de l'impérialisme français » (*le Bolchévique* n° 57, septembre 1985).

L'organisation de jeunesse liée à la LCR, les JCR, affirme quant à elle que « la chute de l'apartheid ne sera pas le fruit des seules luttes démocratiques, mais l'aboutissement des luttes d'ensemble de la classe ouvrière sud-africaine contre le régime capitaliste, elle passera par la prise du pouvoir de celle-ci, envers et contre les profiteurs du monde entier, par la révolution socialiste » (*Autre chose*, octobre). Mais pour mettre en pratique ce programme, les JCR n'offrent d'autre perspective

Léon Trotsky en 1935 lorsque les réformistes de l'époque réclamaient des sanctions de la part des brigands impérialistes de la Société des Nations (SDN) contre l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie : « L'action ouvrière ne peut commencer qu'en opposition absolue à la bourgeoisie nationale et à ses combinaisons internationales. Soutien de la SDN et soutien des actions ouvrières sont l'eau et le feu : on ne les marie pas » (*Oeuvres*, tome 7).

Ces lignes trouvent leur illustration dans le déplorable sectarisme des JCR face à l'organisation du front unique pour sauver les quatorze d'Upington. Le 8 juillet, *Autre chose* affirmait : « Les Jeunesses communistes révolutionnaires feront tout pour que l'unité la plus large possible se réalise contre l'apartheid et pour sauver la vie des quatorze d'Upington comme celle de tous les

Foulards...

Suite de la page 12

pas absente. Derrière l'affaire de Creil en particulier. Car il apparaît que les pères des trois adolescentes ne sont pas de simples croyants ; l'un appartient à une confrérie musulmane connue dans le monde entier pour son prosélytisme militant et fait office d'imam intermittent à la mosquée turque de Creil, l'autre étant le compagnon de pèlerinage à La Mecque du président de la FNMF. D'autre part, la prise en main immédiate des familles de Creil par plusieurs organisations islamistes comme la FNMF ou l'Union des organisations islamiques en France démontre qu'il y a derrière l'écran de fumée de la liberté religieuse un projet politique double : obtenir un statut officiel et maintenir et approfondir la ségrégation des populations d'origine musulmane - la seule possibilité pour les islamistes d'organiser une population en voie de sécularisation.

En effet, la présence depuis des décennies de ces travailleurs qu'on nomme scandaleusement immigrés - après vingt ou trente ans de vie dans ce pays, et dont les enfants ont la plupart la nationalité française - a eu comme résultat que la pratique religieuse réelle ne concerne que 4% de cette population (cf. *l'Express*, 27 octobre). Il est clair que dans ce pays l'intégrisme musulman ne pourrait être que l'idéologie d'une communauté horriblement opprimée qui aurait perdu tout espoir de trouver dans la société où elle vit une perspective d'en finir avec cette oppression. Danger qui n'est malheureusement pas à écarter. Dans les conditions de ségrégation et de terreur racistes auxquelles cette couche de la population est soumise quotidiennement, de mise à l'écart par les directions chauvines du mouvement ouvrier du PCF et du PS, il se pourrait que certains cherchent du côté des intégristes religieux un refuge et une illusoire dignité retrouvée. Ce qui, si cela se généralisait, serait une véritable catastrophe pour tout le mouvement ouvrier de ce pays. Il est vital que les organisations de la classe ouvrière défendent et protègent leurs frères de classe ; c'est pour cela que nous luttons en faveur de mobilisations ouvrières puissantes pour écraser les fascistes, pour que les quartiers immigrés soient protégés par des milices ouvrières/immigrées basées sur les syndicats et pour que le mouvement ouvrier organisé reprenne à son compte la revendication des pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille !

SEPARATION DES EGLISES ET DE L'ETAT !

La soi-disant menace d'une « islamisation de la France », agitée par les réactionnaires et les fascistes, ou d'une « libanisation », agitée par un Chevènement, ne vise en vérité qu'à

créer une hystérie anti-immigrés. S'il y a en effet une menace bien réelle dans ce pays, c'est celle de la réaction chauvine et raciste. Et derrière, il y a l'Eglise catholique - l'Eglise historiquement dominante dans ce pays. Elle a dernièrement joué son rôle de pilier historique de la réaction en lançant la mobilisation, digne de la sinistre Sainte-Inquisition, contre le film de Scorsese *la Dernière tentation du Christ*, mobilisation que les fascistes portèrent à son terme en incendiant des cinémas.

La plus massive manifestation réactionnaire depuis le 10 mai 1981 a été organisée sous l'égide de l'Eglise catholique, le 4 mars 1984 à Versailles. Et ce sont les mêmes qui, dans les partis bourgeois, agitent aujourd'hui la laïcité - pour mieux ségréger - qui

démocratique bourgeoise de 1789 aura été de jeter les bases pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat - un principe profondément démocratique qui rejette la religion dans le domaine qui doit être le sien : le domaine strictement privé. Mais la bourgeoisie ultérieurement, après avoir épuisé son rôle progressiste, devra, pour maintenir sa domination de classe sur les exploités et opprimés, s'appuyer ou simplement ménager des forces aussi réactionnaires que la puissante Eglise catholique.

Dans ce domaine, comme dans tant d'autres, la « gauche » au gouvernement - grand défenseur de la laïcité, en paroles, et gérant loyal du capitalisme, en actes - a capitulé devant la réaction cléricale. Déjà, le projet gouvernemental Savary de 1984, qui reconnaissait et finançait l'enseignement



Le maire raciste de Montfermeil refuse l'inscription en maternelle des enfants d'« immigrés ». A bas la ségrégation raciste !

étaient alors mobilisés derrière le goupillon pour défendre l'école « libre ». Il n'y a pas là que méprisable cynisme ; ce qui dans ce pays est appelé laïcité est aussi le fruit d'un compromis entre l'Etat bourgeois et l'Eglise catholique (notamment réservant un jour de la semaine à l'enseignement religieux), un compromis que les évêques cherchent toujours à renégocier en leur faveur. Qu'en est-il de la séparation de l'Eglise et de l'Etat quand on sait qu'un inspecteur académique doit consulter les autorités religieuses à chaque fois qu'un établissement public souhaite passer à la semaine continue ? Qu'en est-il de cette séparation quand des aumôneries catholiques peuvent être ouvertes dans les établissements secondaires publics ou encore quand l'Etat subventionne l'Ecole confessionnelle ?

Que l'école se retrouve au centre du « débat » sur les *hidjeb* ne relève pas du hasard. Le droit à l'instruction pour tous et toutes symbolise l'espoir d'échapper à l'obscurantisme religieux et de s'émanciper de la tutelle familiale. Ce n'est pas non plus un hasard si tous les hiérarques religieux, catholiques ou juifs, ont entamé le même refrain que les islamistes sur le droit d'expression religieuse à l'école. En effet, un des acquis de la révolution

confessionnel, avait été établi de connivence avec l'épiscopat. Néanmoins, sous la pression de la rue orchestrée par l'Eglise catholique qui voulait arracher encore plus du gouvernement, Mitterrand recula encore. Aujourd'hui, le gouvernement a décidé la participation de l'Etat au financement d'une cathédrale à Evry, la première construite depuis un siècle (cf. *le Monde*, 3 novembre). Dans le même temps, les lieux de culte pour les musulmans sont à la merci des pelleteuses d'un quelconque maire raciste.

Il semble bien que, entre autres, ce qui tient lieu de clergé musulman ait décidé d'utiliser cette affaire des foulards islamiques afin d'obtenir de l'Etat une reconnaissance officielle au même titre que l'Eglise catholique et les autres hiérarchies religieuses de ce pays, ainsi que des subsides pour ses écoles coraniques. Mais l'exemple de la reconnaissance officielle par l'Etat français d'une autre religion d'une communauté elle aussi opprimée, la communauté juive, est à méditer. Au début du XIX^e siècle, Napoléon accorda/imposa les consistoires juifs, composés de rabbins et autres notables, chargés des rapports entre la communauté et l'Etat. En fait, le consistoire sera conçu comme un auxiliaire policier à l'Etat bourgeois, chargé d'encadrer, mettre au pas et intégrer de force la communauté juive. Aujourd'hui, pour contrôler/réprimer la communauté d'origine maghrébine, les dirigeants français cherchent parmi les chefs religieux des interlocuteurs officiels, suffisamment fiables et crédibles, qui feront office eux aussi d'auxiliaires de police.

En tant que révolutionnaires marxistes, nous saluons comme un immense progrès le principe démocratique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat et, ce qui en est le fruit, la laïcité de l'enseignement. Aujourd'hui, la bourgeoisie ne défend plus la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Nous en sommes les meilleurs défenseurs. C'est pourquoi nous sommes fermement opposés à la présence d'aumôniers catholiques (ou d'autres religions) ainsi qu'à des cours d'éducation religieuse à l'intérieur des

établissements scolaires ; nous sommes aussi fermement opposés à toute subvention de l'Etat aux écoles confessionnelles. Le prolétariat doit lutter inlassablement pour la gratuité et la mixité, mais aussi revendiquer un droit réel à un enseignement de qualité dans des écoles ouvertes à tous, un accès complètement libre aux lycées, universités et autres institutions supérieures de formation avec une bourse qui permette un tel accès.

A BAS LA SEGREGATION RACISTE !

Dans le même temps, à l'encontre de tous les bons apôtres de l'école laïque qui feignent de croire que celle-ci représente aujourd'hui un cadre pour « l'égalité des chances » pour tous les enfants, nous savons comme chaque ouvrier conscient que l'école capitaliste ne fait que reproduire les inégalités de classe et perpétuer la ségrégation que vivent les « immigrés » et leurs enfants dans cette société. Les établissements scolaires des banlieues-ghettos ne font que dispenser un enseignement au rabais fabriquant de futurs chômeurs. Et parallèlement les parents de la petite-bourgeoisie aisée peuvent quasi systématiquement obtenir des dérogations à une « carte scolaire » de plus en plus théorique afin d'envoyer leurs rejetons ailleurs que dans des établissements « où il y a trop d'immigrés ».

Relatée avec beaucoup plus de discrétion par la presse que Creil, l'affaire de Montfermeil est l'expression même de cette discrimination raciale. Depuis 1985 Pierre Bernard, le maire raciste de Montfermeil, dans la banlieue parisienne, refuse l'inscription dans les écoles maternelles des enfants de familles d'origine étrangère « nouvellement arrivées ». Devant la résistance des directrices, il décide leur exclusion et la suppression des moyens de fonctionnement des établissements. Sous la pression de la mobilisation, il recule... reportant sa décision à janvier 1990. Mais Pierre Bernard a des émules. A Beaucaire, dans le Gard, le maire réactionnaire cherche à exclure la trentaine d'enfants d'origine marocaine des écoles de « sa » ville en leur interdisant l'accès à la cantine et aux transports scolaires. Lui aussi a reculé, mais en échange d'inquiétantes assurances données par le préfet « en matière d'immigration, de logement social et de rapprochement des familles » (*l'Humanité*, 6 novembre).

Plus surprenante a priori est la prise de position du maire de Clichy-sous-Bois, André Dechamps, membre du PCF. Dans un communiqué, qui se veut démentir les propos que lui attribue l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* - comme quoi il comprenait le maire de Montfermeil - Dechamps déclare : « En effet, je pense que Clichy-sous-Bois, comme beaucoup d'autres villes, et peut-être encore plus, est confrontée à de réelles difficultés dues à la concentration, dans certaines cités, de familles étrangères [...]. Il est donc urgent, comme le proposent les communistes, de stopper toute nouvelle immigration et faire respecter dans toutes les villes, et par tous, les droits et devoirs des familles étrangères vivant en France » (*l'Humanité*, 4 novembre). Etrange « communiste » ! Le PCF reste bien le parti de Vitry, quand, le 24 décembre



Le cortège de la Ligue trotskyste à la manifestation Talbot-Minguettes du 14 janvier 1984. Pour les beurs, une seule solution, la révolution.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tel: 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 61 39 98

Allemagne...

Suite de la page 1

« syndicat libre » style Solidarność ont fait long feu.

Les travailleurs de RDA ont suivi avec attention les grèves des mineurs soviétiques contre la perestroïka. Les comités d'usine organisés par les mineurs soviétiques constituent les *noyaux de véritables soviets ouvriers*, lesquels seront la clé d'une économie planifiée contrôlée par la classe ouvrière. Bien qu'il y ait de formidables remous politiques dans les usines, la classe ouvrière ne s'est pas encore manifestée comme force politique - ainsi il n'y a pas eu de grèves qui auraient été immédiatement politiques. Des conseils ouvriers doivent être constitués dans les usines et contrôler la production en termes de quantité et de qualité. L'analyse input/output informatisée (une technique développée par l'économiste d'origine russe Leontiev) peut permettre de réaliser les investissements adéquats en termes de croissances respectives, démocratiquement déterminées, de l'investissement et de la consommation.

Vendredi 10 novembre, quand le Mur de Berlin commença à être battu en brèche, la Bourse ouest-allemande se mit à monter. Les banquiers de Francfort et leurs hommes de paille du SPD

rêvent de saigner à blanc l'Allemagne de l'Est de la même manière qu'ils l'ont fait avec la Pologne et la Hongrie. Pour défendre la propriété collectivisée et attaquer le marché mondial, l'Allemagne de l'Est a besoin d'une monnaie stable et convertible (par exemple basée sur l'étalon or, comme le Tchervonetz soviétique de 1923). Cependant, un Etat ouvrier révolutionnaire est-allemand isolé serait toujours soumis à ce que Marx appelait la menace des produits à bon marché.

Il ne peut y avoir de socialisme authentique dans une moitié de pays confrontée à un voisin impérialiste beaucoup plus puissant. A la manifestation du 4 novembre, l'écrivain Stefan Heym fut applaudi de manière enthousiaste lorsqu'il déclara de la tribune : « *Le socialisme, pas le stalinisme mais le vrai socialisme que nous voulons finalement construire pour notre bien et pour celui de toute l'Allemagne, est impensable sans la démocratie.* » Pour être défendue, la propriété collectivisée d'Allemagne de l'Est doit être étendue à l'Ouest. Cela signifie exproprier les banquiers de Francfort par la révolution prolétarienne à l'Ouest - une révolution dans laquelle les travailleurs immigrés joueront un rôle clé. Nous, trotskystes, appelons à la *réunification révolutionnaire de l'Allemagne*, laquelle

passera par une révolution sociale à l'Ouest et par une révolution politique à l'Est. Du fait de l'importance stratégique de l'Allemagne en Europe, sa réunification, s'il ne s'agit pas de créer le colosse impérialiste que serait un Quatrième Reich, ne peut se faire que dans le cadre des *Etats-Unis socialistes d'Europe*.

Les immenses manifestations de ces derniers jours, impressionnantes de discipline, restent dominées par des forces petites-bourgeoises comme Nouveau forum et les sociaux-démocrates (SDP). Le 4 novembre, Nouveau forum réclamait des « élections libres » sous l'égide de l'ONU, c'est-à-dire de l'impérialisme, tandis que le SDP, tout comme Helmut Kohl, réclamait un retour à une « économie de marché ». La contre-révolution « démocratique » a le « socialisme démocratique » pour mot de code et le SPD pour état-major. Pendant que Kohl se faisait huer, [l'ex-chancelier] Brandt et [le maire de Berlin-Ouest] Monper [membres du SPD] étaient applaudis. Les sociaux-démocrates représentent le danger principal pour les travailleurs est-allemands.

La Ligue communiste internationale et sa section allemande, la Trotskistische Liga Deutschlands, ont inscrit sur leur drapeau la position trotskyste de défense inconditionnelle et d'exten-

sion, contre l'impérialisme et la contre-révolution interne, des acquis sociaux de la révolution d'Octobre de Berlin-Est à La Havane. A l'opposé, les charlatans sociaux-démocrates pseudo-trotskystes comme Ernest Mandel et le BSA abandonnent ces acquis partout où ils sont menacés. Ces gens ont soutenu la tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir par Solidarność en 1981 et dénoncé l'intervention soviétique en Afghanistan, en 1979, contre la réaction cléricale soutenue par l'impérialisme.

A ce jour, aucune opposition de gauche n'a fait son apparition dans le SED. Pourtant, il y a en RDA des prises de position en faveur d'un communisme véritable, comme ces banderoles dans la manifestation du 4 novembre sur lesquelles on pouvait lire « *Pour un nouveau parti communiste* ». Comme en 1953, ce qui manque aujourd'hui, c'est un parti prolétarien d'avant-garde internationaliste qui se batte pour le pouvoir. Pour forger un tel parti, il faut retourner au bolchévisme de Lénine et de Trotsky! Vive Rosa Luxemburg, la grande fondatrice du communisme allemand, assassinée par les *Freikorps* à l'instigation de la direction du SPD! La révolution allemande, à l'Est comme à l'Ouest, a besoin d'un parti ouvrier léniniste-trotskyste!

1980, le maire PCF fit détruire à coups de bulldozer un foyer de travailleurs maliens. C'est là le produit infâme du crétinisme municipal et du chauvinisme réformiste. Vitry, gage donné par Marchais à la social-démocratie et à la bourgeoisie, lui permettra de siéger dans le gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand qui mettra en œuvre une politique anti-immigrés, avec un Mauroy (alors premier ministre) dénonçant dans un répugnant accès de chauvinisme anti-immigrés - déjà! - les grévistes « immigrés » de l'automobile pour être des ayatollahs...

Dans l'« extrême gauche » pseudo-trotskyste, l'affaire des foulards islamiques a apporté son lot de remous et de bizarreries. Fidèle écuyer de gauche de la social-démocratie, la LCR est le théâtre d'une polémique publique aussi violente, toutes proportions gardées, que celle qui secoue le PS. Il faut dire que la déclaration de son comité central publiée dans *Rouge* du 26 octobre, si elle s'oppose à l'exclusion de l'école des jeunes filles qui portent le *hidjeb*, le fait au nom de la lutte contre « la restriction de la liberté religieuse » dont sont victimes les « immigrés ».

La direction de la LCR, à la traîne de SOS-Racisme et du PS, escamote ainsi le fait que le *hidjeb* n'est pas tant une marque de foi religieuse qu'un symbole de l'oppression des femmes - les lecteurs de *Rouge* se souviendront à ce propos qu'en 1979 ces charlatans sans scrupules, capitulant alors à Khomeiny, avaient affirmé qu'en Iran le *tchador* était rien moins qu'un symbole de la... « lutte anti-impérialiste »! Lutte ouvrière a au contraire saisi l'occasion pour déclarer mettre la lutte contre l'oppression des femmes au centre de ses préoccupations, mais c'est pour « donner raison » aux chefs d'établissements scolaires qui ont exclu les jeunes filles de Creil et de Marseille!

Dans un article intitulé « *Il faut savoir choisir son camp!* », *Lutte Ouvrière* du 20 octobre affirme que « *c'est uniquement de la condition féminine qu'il s'agit, et c'est sur ce terrain qu'il faut poser le problème [...]* on doit combattre toute entreprise réactionnaire et toute tentative d'oppression dirigées contre qui que ce soit, et en particulier les femmes ». Il s'agit là d'un langage tout à fait inhabituel pour une organisation qui, au nom d'une conception ouvriériste particulièrement bornée de la « propagande révolutionnaire », a toujours refusé d'avancer une perspective de mobilisation

de la classe ouvrière pour défendre les femmes et les autres couches de la population victimes d'une oppression spécifique - une attitude dont la manifestation la plus nauséabonde, ces dernières années, a été une scandaleuse indifférence à la montée des provocations fascistes et des crimes racistes.

Par ailleurs, au chapitre du soi-disant combat de LO contre l'oppression des femmes, il convient de rappeler qu'en Afghanistan (où la libération des femmes de l'esclavage du *tchador* a été depuis le début un des enjeux principaux de la guerre civile opposant la chouannerie islamiste armée par les impérialistes au gouvernement nationaliste petit-bourgeois soutenu par l'URSS), la direction de LO a refusé de choisir le camp qui était - et est - celui du progrès social le plus élémentaire. « *Entre le camp pro-russe et la rébellion*, nous expliquent finement ces gens, *la seule différence c'est que le premier est... pro-russe* » (*Lutte Ouvrière* n° 1077, 21 janvier). Tant pis donc pour ces femmes afghanes courageuses qui, elles, combattent effectivement, les armes à la main, pour défendre leur droit de ne pas être des bêtes de somme. L'Afghanistan, il est vrai, est loin pour une organisation réputée pour son étroitesse nationale, mais surtout aveuglée par l'antisoviétisme. En fait, en hurlant avec les loups impérialistes que l'Afghanistan est « *le Vietnam de l'URSS* », LO a choisi - tout comme la LCR ou le PCI-MPPT - le camp des mollas obscurantistes contre les femmes afghanes.

La direction de LO vient subitement de « découvrir » le sort des femmes, mais c'est pour mieux oublier celui fait aux « immigrés » dans cette société gangrenée par la ségrégation et la terreur racistes.

POUR LES BEURS, UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION !

Malgré le sensationnalisme d'une certaine presse (comme *Libération* toujours avide de ce genre d'affaires) autour de la question des foulards islamiques, il apparaît que cette attitude ne concerne qu'une très faible minorité de ces jeunes femmes issues de l'immigration. Qu'il s'agisse de quelques cas isolés n'est pas un hasard. Pour ces jeunes filles nées en France, de parents d'origine maghrébine surtout, aucune nécessité de longs discours pour savoir ce que signifie le voile. Leurs propres mères en ont fait la douloureuse et

fraîche expérience. Beaucoup vivent encore dans leur famille cette oppression patriarcale qui, même si cela ne va pas jusqu'au voile, entrave leur vie. Qui d'entre elles n'a pas connu une amie vivant en France contrainte à un retour au pays et à un mariage forcé. Enfin, nombreuses sont celles qui, à la recherche de leurs racines, ont été confrontées de plein fouet au sort des femmes voilées d'un pays du Maghreb.

A la lumière de cette tragique expérience, qu'elles préfèrent en majorité le jean moulant au *hidjeb* est une simple question de survie pour elles. Mais il est particulièrement dramatique et révélateur que ce soit parmi ces jeunes femmes que l'on compte le plus de suicides (cf. *l'Express*, 27 octobre). Expression terrible de l'impasse dans laquelle le système capitaliste les accule.

En tant que femmes d'abord. Certes dans un pays capitaliste avancé comme la France, il existe une certaine possibilité de liberté individuelle et des droits démocratiques importants - légués par la révolution démocratique bourgeoise de 1789 et deux cents ans de luttes du mouvement ouvrier - comme la reconnaissance formelle à l'égalité entre les individus, le droit à l'instruction, le droit au divorce, la contraception ou le droit de choisir son compagnon. Autant d'acquis qu'il faut défendre bec et ongles. Néanmoins, le capitalisme est un système d'exploitation féroce dans lequel l'oppression de la femme au sein de la famille nucléaire reste la clé de voûte. Concrètement en termes d'égalité des individus, le capitalisme n'a apporté aux femmes de la classe ouvrière que le droit d'être également exploitées. L'émancipation des femmes ne pourra s'accomplir que par la révolution socialiste qui jettera les bases matérielles de la disparition de la famille nucléaire.

En tant qu'« immigrées » et filles d'« immigrés » ensuite, elles subissent le même sort que leurs frères et leurs parents confrontés quotidiennement à la terreur raciste et à la discrimination qui touche tous les domaines de la vie : logement, travail, éducation, loisirs.

En décembre 1983, la marche des Minguettes jetait sur le pavé parisien en même temps que sur la scène politique la masse de ces beurs qui réclament légitimement le droit de vivre décemment dans le pays où ils sont nés. La bourgeoisie a très vite compris que cette couche pouvait représenter une « classe dangereuse », car moins qu'à

tout autre elle n'a rien à proposer. Pour les contenir et les maintenir dans le ghetto, elle mène une politique déterminée qui, en les empêchant d'accéder aux emplois, cherche à leur interdire les rangs de la classe ouvrière.

Cette politique, si elle réussissait, ne pourrait que provoquer résignation et désespoir sur les possibilités de trouver dans cette société les moyens de lutter pour arracher le droit à une existence décente. Et lorsqu'on lit dans un tract des EMAF (Expressions maghrébines au féminin) diffusé lors de la manifestation de femmes maghrébines du 31 octobre à Paris : « *Nous n'accepterons jamais l'obligation ni de nous taire ni de nous voiler, et nous serons toujours présentes chaque fois que nos droits et nos acquis seront en danger* », on peut penser que la possibilité de gagner ces beurs à la perspective de transformer le monde est une réalité.

Mais pour « les enfants d'Ibn Khaldoun [et] de Voltaire » (comme l'écrivit le tract des EMAF), nés et élevés en France, dont les pères depuis des décennies contribuent à construire les richesses de ce pays et qui ont mené des luttes héroïques au sein de la classe ouvrière, le seul moyen de concrétiser cette perspective est de prendre la place qui leur revient dans un parti trotskyste multiracial qui se donne comme but de renverser définitivement ce système d'aliénation et d'oppression pour lui substituer un gouvernement ouvrier au service des intérêts des travailleurs et de tous les opprimés.

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik,
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

La réaction s'empare de l'affaire des foulards islamiques

A bas la campagne anti-immigrés !

7 novembre - A la rentrée des classes, après les vacances de la Toussaint, le « débat » sur les foulards islamiques prend de plus en plus la tournure d'un référendum sur l'intégration ou la ségrégation des enfants d'« immigrés ». Tandis que le dirigeant fasciste du Front national Jacques Bompard bave : « Ils couvrent leurs femmes d'un foulard et les nôtres d'un linceul » (*Libération*, 6 novembre), Juppé, le très réactionnaire secrétaire général du RPR, déclare que « dans cette affaire, il y a plus : c'est le problème de toute la conception que nous nous faisons des grands principes de l'école républicaine, de l'école elle-même et, au-delà, c'est le problème de l'identité nationale qui est posé [...] » (*le Monde*, 7 novembre).

Sous couvert de défense de la laïcité (et même de l'égalité entre les sexes !), les forces les plus obscurantistes de ce pays - adeptes fanatiques de « Travail, Famille, Patrie », pieux défenseurs de l'Eglise catholique et ennemis hystériques de la contraception et de l'avortement - se sont emparées de l'affaire des foulards islamiques pour appeler à l'aggravation de la politique ségrégationniste à l'égard des « immigrés » et des beurs. N'en est que plus dangereuse et scandaleuse l'attitude de ceux qui, à gauche (du PCF à LO en passant par la FEN et certains secteurs du PS), soutiennent l'exclusion des jeunes filles beurs des établissements scolaires de Creil, Marseille ou Avignon pour porter en classe le *hidjeb*, le foulard islamique. La réaction s'est par ailleurs nourrie, depuis 1981, de la politique anti-immigrés menée par la « gauche » au gouvernement, depuis les camps de « rétention administrative » et les charters Joxe jusqu'aux décrets Dufoux contre le regroupement familial.

Nous espérons évidemment qu'en grandissant ces jeunes filles en viendront à rejeter le voile de l'oppression, mais aujourd'hui elles sont punies du fait des croyances de leur famille. Il ne s'agit pas là de la guerre contre les « fous de dieu » afghans pour libérer les femmes de l'esclavage du tchador. Il ne s'agit pas non plus de la campagne menée par Kemal Atatürk contre le voile et le fez au début des années 20 pour écraser la réaction turque. Dans ce pays gangrené par le chauvinisme et la terreur raciste, ces exclusions ne peuvent représenter qu'un acte de discrimination raciale. C'est pourquoi nous les condamnons.

Par ailleurs, les quelques voix qui se sont élevées pour dire à juste titre que le port du *hidjeb* n'est pas fondamentalement une marque de la foi religieuse mais une marque de l'oppression des femmes, de leur soumission à l'homme, sont aujourd'hui largement étouffées.



Roberto Cristofoli

Exclusions (qui ne peuvent représenter qu'un acte de discrimination raciste) ou « tolérance » devant le symbole barbare de l'oppression des femmes qu'est le voile : le capitalisme n'offre à ces adolescentes beurs que des « solutions » qui s'attaquent aux victimes elles-mêmes.

Les solutions proposées qui restent dans le cadre fixé par l'ordre bourgeois sont autant d'impasses dangereuses pour ces jeunes filles victimes du carcan patriarcal réactionnaire. Que ce soit - du côté des Jospin, Danielle Mitterrand et SOS-Racisme - le « respect » de leur oppression au nom de la « tolérance » ou de la « différence des cultures » (préservant des valeurs et traits culturels qui ne sont, comme l'excision, que des produits d'une oppression bar-

ciété capitaliste. Mais, comme en témoignent à nouveau la FEN, les directions réformatrices, social-chauvines, des syndicats sont un obstacle à cette politique. C'est le devoir du mouvement ouvrier de se mobiliser massivement contre toute attaque raciste mais aussi de jouer son rôle d'intégration et d'éducation dans ses propres rangs et de lutter pied à pied contre toute manifestation de l'idéologie bourgeoise, telle que le racisme ou le

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

bare d'un autre âge) ou que ce soit l'exclusion ou l'assimilation forcée à la mode Chevènement, aux accents de cette *Marseillaise* qui a semé la terreur dans les colonies. Toutes ces « solutions » s'attaquent finalement aux victimes elles-mêmes !

Seule la classe ouvrière de ce pays, organisée dans ses syndicats, a la capacité de lutter efficacement pour arracher ces adolescentes à l'oppression multiple qui pèse sur elles, en tant que jeunes, beurs et femmes dans cette so-

sexisme, et contre toute manifestation de l'obscurantisme.

LE VOILE : L'ENFERMEMENT DES FEMMES

Dans la cacophonie de déclarations indignées, où chacun y va de son couplet plus ou moins hypocrite sur la laïcité, la tolérance religieuse, etc., Daniel Youssouf Leclercq, l'ancien président de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), sait bien, lui, ce

que cache la « question religieuse » du port du voile imposé aux femmes : « C'est une question de pudeur pour la femme. Cette pudeur, nous précise-t-il, devrait même être respectée par les chrétiennes et les juives. Le vêtement de la vierge Marie est plus proche de celui d'une musulmane actuelle que celui de Madonna » (*Libération*, 20 octobre). Il ne s'agit pas non plus, comme le prétendent les bonnes âmes libérales, d'un attribut folklorique ; il ne s'agit pas du signe réactionnaire d'appartenance à une communauté comme une croix ou la kippa ; il ne s'agit pas d'un signe d'une soumission à une divinité quelconque mais d'un symbole physique de la soumission des femmes aux hommes et l'affirmation imposée permanente de leur statut inférieur. Il s'agit de la prolongation, à l'extérieur de la maison, de la réclusion imposée aux femmes par la char'ia réactionnaire.

Même s'il ne s'agit pas du tchador - cette prison physique sous laquelle étouffent les femmes afghanes et iraniennes -, ce *hidjeb* est néanmoins la manifestation affichée du programme social de la réaction la plus noire. C'est ce programme qui est à l'œuvre dans de nombreux pays comme l'Iran et, dans une mesure moindre mais réelle, dans les pays du Maghreb, et il ne signifie rien d'autre que l'esclavage et l'asservissement total pour les femmes, leur maintien dans l'ignorance et le sort d'une bête de somme.

Le fait qu'un des principaux mentors des familles de Creil, le secrétaire général adjoint de la FNMF, Abdallah Thomas Milcent, ait été converti à l'islam lors d'un voyage en Afghanistan et sympathise depuis avec une des pires bandes d'égorgeurs de femmes de ce pays, le Hezb-e Islami, montre clairement, s'il en était besoin, la nature de ce programme.

Certes Fatimah, Leila, Samira, Souha, ces adolescentes contraintes à porter ce foulard islamique ne subiront pas le sort des femmes iraniennes. Mais il y a tout à parier que si elles restent soumises à l'arbitraire de leur famille, et à fortiori si elles sont exclues du collège, leur vie aura une sinistre odeur de prison. Avec, à la clé, mariage forcé, confinement au foyer et grossesses successives jusqu'à épuisement. C'est cela que les hypocrites libéraux et sociaux-démocrates appellent le « droit à la différence ».

PLEINS DROITS DE CITOYENNETÉ POUR LES IMMIGRÉS !

Derrière cette apparition de foulards - un phénomène heureusement limité -, la volonté de provocation du milieu intégriste islamique ne semble